

N° 5
Mai 1999
30 F

Les Temps maudits

Revue syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste
éditée par la Confédération nationale du travail

Les femmes dans le monde du travail

**Le syndicalisme italien
dit « alternatif »**

À propos du fascisme

Littérature prolétarienne

**Christian Cornélissen
1864-1943**



Les Temps maudits

revue syndicaliste révolutionnaire et
anarchosyndicaliste éditée par la CNT-AIT

Supplément au *Combat syndicaliste*
33, rue des Vignoles, Paris-XX^e

Directeur de la publication : Yves Peyraut

CPPAP n° 87087D73 - TGI n° 97/93

Imprimerie Expressions, Paris-XI^e

Diffusion réalisée avec le soutien des Fédérations des PTT
et Santé-Social de la CNT-AIT

Les textes publiés n'engagent que leur auteur

Pour tout ce qui concerne **la rédaction**, écrire à :
Les Temps maudits, Syndicat de l'éducation CNT
4, résidence du Parc, 91120 Palaiseau

Pour tout ce qui concerne **les abonnements et la diffusion**, écrire à :
Les Temps maudits
BP 72, 33038 Bordeaux cedex

Chèque à l'ordre de la CNT
Prix à l'unité : **30 F**
Abonnement : **160 F** les six numéros
Soutien : **250 F**

Comité de rédaction : Jean-François Adam, Luc Bonet, Daniel Colson, Philippe Coutant, Jean-François Grèzes, Anthony Lorry, Antonio Martín, Frank Mintz, Jean-Louis Phan Van, Raphaël Romnée, Jacques Toublet.

Collaborateurs : Claire Auzias, Gianni Carrozza.

Maquette : Floréal Cuadrado.

Les Temps maudits

revue syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste

Sommaire

3. Éditorial : Europe : faux débats et vrais enjeux
LES TEMPS MAUDITS
7. Les femmes dans le monde du travail
COMMISSION FEMMES DE LA CNT-
RÉGION PARISIENNE
37. Le syndicalisme italien dit « alternatif »
51. À propos du fascisme
FRANK MINTZ
71. Littérature prolétarienne
RENÉ BERTELOOT
79. Christian Cornélissen (1864-1943)
HOMME WEDMAN
93. Notes de lecture

Europe : faux débats et vrais enjeux

UNE FOIS ENCORE, la machine électorale s'est mise en marche. Choisissez votre Europe, nous dit-on. La voulez-vous fédérale, confédérale, nationale, supranationale? Au supermarché politique qui ouvre ses portes, les choix ne manquent pas. Mais les vrais enjeux sont-ils en vitrine?

Tous, par exemple, dénoncent la bureaucratie bruxelloise – une bureaucratie « irresponsable » face aux électeurs, mais responsable face aux « marchés »... Et nous font croire que l'alternative est la suivante : maintien des prérogatives des États nationaux – donc d'un parlement européen sans vrai pouvoir – ou vrai gouvernement européen contrôlé par un « vrai parlement » avec pouvoirs et tout. Mais si les parlements des différents États nationaux n'ont jamais apporté de modifications profondes aux régimes capitalistes de leurs pays, pourquoi un parlement européen bâti selon les mêmes principes se comporterait-il différemment?

À ces « débats », la démission de la Commission européenne n'a fait que rajouter de l'huile sur le feu. Mais ce que l'on ne nous dit pas, c'est que toute forme d'institution étatique (nos démocraties en l'occurrence) secrète une certaine dose de corruption, et que les « libres marchés »

s'accommodent très bien de ce genre de pratiques. Pourquoi une institution supranationale en serait-elle exempte ?

Du côté des défenseurs, anciens ou nouveaux, du prolétariat, nombreux sont ceux qui ne cessent de découvrir les vertus de la « nation », nous présentant la mondialisation comme un complot des puissants de ce monde contre le bon peuple travailleur. L'ennemi, ce serait le « néo-libéralisme » (le capitalisme, mieux vaut l'oublier) et, bien sûr, les États-Unis qui gèrent tout ça en coulisses. Que voilà donc un bon vieil ennemi, capable de faire l'affaire non seulement pour le paléo-national-populisme gaulliste ou « communiste » (« Produisons français ! »), mais aussi pour les tenants d'une Europe forte. Quoi de mieux, en effet, qu'un bon ennemi de taille lorsque l'on veut construire une nation ? La nation Europe tenant tête aux États-Unis dans les négociations internationales, voilà peut-être de quoi souder les peuples européens autour de leurs dirigeants... Mais ce remake supranational de la construction des États-nations, en quoi est-il plus séduisant que l'original ?

Impossible, en effet, d'oublier toutes les contradictions potentiellement explosives dont l'idéologie nationale est porteuse. Et aujourd'hui moins que jamais, alors que les peuples des Balkans en font une fois encore les frais. Les Serbes contre lesquels est engagée une opération de « police internationale » font-ils autre chose que poursuivre de façon atroce la logique de construction d'un État-nation, logique que les gendarmes occidentaux ont défendue lorsqu'ils ont de fait encouragé les Slovènes, les Croates, les Bosniaques à se doter d'un État national spécifique, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » – un droit que l'on ne peut aujourd'hui refuser aux Kosovars... S'il est une leçon à tirer de l'éclatement de la Yougoslavie, c'est que ce n'est pas la prolifération de l'État-nation, cette peste des XIX^e et XX^e siècles, qui permettra d'assurer la protection des mille et une minorités des Balkans. Elle n'a fait qu'exacerber les tensions et restructurer les rapports de force entre com-

munautés, en multipliant le nombre de minorités par le nombre de nouveaux États.

Pendant ce temps, des transformations profondes et réelles sont en cours en Europe même. Parmi elles, la pénétration de la logique de marché dans des domaines autrefois sous monopole étatique. Des secteurs jouant un rôle clé dans la satisfaction des besoins collectifs sont ou vont être touchés soit par la privatisation (eau, téléphone et communications, haute technologie), soit par l'ouverture à la concurrence (électricité, transports). Pourtant, il n'est venu à l'idée d'aucune force politique « responsable » de proposer un vrai débat sur les véritables enjeux de société que cela comporte. Quand on évoque le référendum, c'est pour de faux choix à la Maastricht, mais surtout pas pour des questions comme l'abandon du nucléaire, ou le libre accès aux transports en commun, pour ne pas parler d'une véritable réduction du temps de travail. Ces questions, il est vrai, nous touchent de trop près pour ne pas être laissées à des spécialistes!

Dans ce domaine aussi, on préfère donc les faux débats. Défendre EDF au nom du « service public », par exemple, en oubliant que cette idéologie a plus couvert le diktat technocratique du nucléaire, voire servi d'argument de vente en France et à l'étranger, que répondu aux besoins du « public », surtout lorsque ce public est impécunieux (pendant les « débats », les coupures continuent)...

Du côté de nos amis du *Monde diplomatique*, la musique n'est guère plus convaincante. Plus préoccupés par les risques d'explosion sociale que par la recherche des forces sociales capables de faire exploser les contradictions du capitalisme, ils jouent les conseillers du Prince – si vous n'écoutez pas nos conseils, si vous ne faites pas les réformes que nous préconisons, ça va péter! – tout en avançant des solutions présentées comme simples et miraculeuses – taxer les capitaux financiers en circulation, par exemple, n'est-ce pas, monsieur Tobin *? – qui ne peuvent séduire qu'un lectorat radical.

Mais de ces bons conseils, la gauche aujourd'hui au pouvoir dans bon nombre de pays d'Europe, elle, n'a cure. Et pour cause!

Partout elle travaille à la mise en œuvre des mêmes mesures. Ses maîtres mots se déclinent dans toutes les langues : « modernisation », « flexibilité », « réforme » des retraites... Sans oublier la « cohésion sociale ». Car le risque d'explosion sociale, elle sait, elle, le gérer. Elle sait, à l'inverse du malheureux Juppé, éviter les batailles de principe et faire passer les réformes en douceur. Sans mettre en péril la paix sociale. En détruisant tout germe de conflit, par l'atomisation, la division systématique des exploités. Tous les projets pluriels de notre gouvernement ne répondent-ils pas en filigrane à cette préoccupation ?

Le seul véritable enjeu de ces élections semble bien être, au bout du compte, la stabilisation rapide du « modèle rhénan ». Un modèle de régulation faisant une large place aux syndicats comme « partenaires responsables » dans la gestion ordonnée de la force de travail. Le modèle anglo-saxon, mondialement triomphant, semble en effet mal adapté aux traditions continentales : la brutalité des affrontements sociaux qui ont marqué les États-Unis ou l'Angleterre dans les années 80 a conduit à la dissolution des communautés traditionnelles et élevé le niveau de polarisation et de violence de la société. Vue sous cet angle, « l'Europe sociale » qu'on nous prépare prend un sens beaucoup plus clair...

Face à ces faux débats, la seule perspective sérieuse reste l'internationalisation des luttes – contre l'internationale des capitalistes, des bureaucraties étatiques, des bureaucraties syndicales. Des luttes dont il faut essayer de comprendre les dynamiques et les ressorts.

LES TEMPS MAUDITS

* On appelle « taxe Tobin » la proposition de taxer les échanges financiers qui se font sur les différents marchés internationaux. On peut lire à ce sujet la brochure de François Chesnay : *Tobin or not Tobin? Une taxe internationale sur le capital*. L'Esprit frappeur éditeur.

Les femmes dans le monde du travail

*« Le masculin l'emporte sur le féminin,
et ce n'est pas qu'une règle de grammaire. »*

Avant-propos

Le premier volet de cet article présenté par la commission Femmes de la CNT Région parisienne, paru dans le numéro 3 des *Temps maudits* de mai 1998, avait pour objectif de situer le contexte éducatif, social et mental commun aux deux sexes mais dans lequel les femmes ont été et sont encore soumises à un régime plus que particulier.

Pourquoi cette dernière phrase en fin de chapitre : « Quel sort leur réserve le monde du travail ? » si ce n'est pour essayer d'aller au plus près des « femmes dans le monde du travail » ?

Deux chapitres vont proposer une approche d'analyse sur les deux points suivants :

Les femmes dans le monde du travail,

et

Les luttes des femmes



Introduction

En 1848 déjà, dans son numéro 31 (extrait du deuxième discours de Jeanne-Marie, au club de l'Émancipation des peuples), *la Voix des femmes* disait : « Y aura-t-il des esclaves parmi vous ? La femme l'est triplement. Esclave dans la famille, où trop souvent on dispose même de sa personne, de son cœur, de son avenir, sans même la consulter. Esclave des préjugés, dont, par ignorance elle augmente elle-même le poids. Esclave dans le mariage, où la loi qui la protège est tellement illusoire [...]. Oui la femme veut désormais connaître la loi et c'est justice puisque la loi l'atteint... »

On le sait, le système capitaliste, vaste machine à exploiter les hommes sous prétexte de progrès, profits et autres perversités, n'a évidemment pas oublié les femmes ni les plus faibles. D'autres systèmes de pensée et d'économie ont aussi montré à quel point le traitement à égalité des hommes et des femmes a ses failles.

Triste constat d'une triste constance !

Le travail est pour les femmes, comme pour les hommes, un droit imprescriptible, dont le principe a valeur constitutionnelle (préambule de la Constitution de 1946 réaffirmé par celle de 1958).

Les Assises nationales des droits des femmes de mars 1997 rappellent ce droit fondamental en précisant que « l'emploi des femmes ne doit pas dépendre de la conjoncture économique, ni être subordonné à leurs responsabilités familiales ». « Les femmes ne sont pas une armée de réserve, ni des travailleurs à titre subsidiaire. »



Les femmes dans le monde du travail

De plus en plus nombreuses en France (11,5 millions actuellement contre 6,5 millions en 1960), les femmes occupent le marché du travail.

Cependant, cette croissance en dépit du chômage se fait aussi au prix du chômage. En effet, les femmes sont plus massivement touchées par les mesures de licenciement et autres aménagements (13,8% contre 10,2% pour les hommes). Leur force de travail reste encore conjoncturelle. Leur chômage est « moins grave ». Ainsi, les femmes représentent un peu moins de la moitié des actifs (45%) mais plus de la moitié des chômeurs (51%).

Les pressions pour le retour au foyer

Les mesures gouvernementales d'incitation de retour au foyer, sous forme de salaire maternel plus ou moins déclaré, n'ont pas manqué. « Allocation parentale d'éducation » (APE) ou « allocation de salaire unique », selon les gouvernements. Même si l'APE est prévue pour les deux sexes, ce sont les femmes qui la perçoivent dans environ 95% des cas. Les règles d'attribution de cette allocation sont telles que 80% des allocataires ont arrêté leur activité professionnelle. Pour une grande partie, ce sont les anciennes chômeuses ou travailleuses sous contrat précaire à temps partiel qui se retirent puisque cette allocation correspond grosso modo à leur ancien salaire. 120 000 d'entre elles ont ainsi été contraintes de quitter leur emploi.

Le coût du travail pour les petits salaires est trop élevé en frais de garde d'enfants. Quel intérêt à continuer à subir les galères d'un travail insatisfaisant dans ces conditions? Sous prétexte de libre choix, cette mesure renforce les inégalités dans le couple où c'est encore et toujours la femme qui revient à son rôle premier de mère. De plus, on imagine l'hypothétique retour au milieu professionnel après trois ans d'interruption dans ce contexte de crise...

Ce sont, avec les immigrés, des « voleuses d'emploi ». C'est en tout cas ce que les pouvoirs politiques veulent faire passer dans l'opinion publique, notamment en période de crise. Un récent rapport « Égalité entre hommes et femmes,

aspects économiques » présenté par Béatrice Majnoni d'Intignano, à la demande de Lionel Jospin, démonte le raisonnement paternaliste largement admis selon lequel le travail des femmes est une des causes du chômage, qu'il est un frein à la natalité, qu'il est une menace pour la famille. Ce rapport nous dit « qu'aujourd'hui une politique nataliste est une politique féministe articulant famille et activité professionnelle ». Elle observe que « seuls les pays (occidentaux) qui permettent aux femmes de concilier leur vie active et leur vie familiale ont encore assez d'enfants pour équilibrer leurs structures démographiques ». Il est vrai que les femmes en travaillant de plus en plus, en consommant, pérennisent le système capitaliste, mais il est vrai aussi que c'est pour elles la clef de l'émancipation qui leur permet de mieux choisir leur forme de vie.

Les tentatives de retour à l'ordre moral conduites, entre autres, à grand renfort de palabres (cinq heures de déchaînement à l'Assemblée nationale par la plus jusqu'au-« boutiniste » d'entre eux) et manifestations de rue (simulacres de mariages...), commandos anti-IVG, s'organisent chaque jour à l'adresse principalement des femmes et de leur liberté de choix : celui de travailler comme celui de procréer ou non.

Qualifications : ghettos des emplois féminins

Le chapitre relatif à l'éducation, la scolarité, l'orientation paru dans le numéro 3 des *Temps maudits* parle de la ségrégation filles-garçons dès le plus jeune âge. On retrouve ce constat dans le monde du travail. L'ouvrage de Margaret Maruani et de Chantal Nicole *Au labeur des dames. Métiers masculins, emplois féminins*¹ en fait une étude précise.

La reconnaissance de la qualification pure et simple, sans autre considération, devrait être la règle. Or le conflit pour l'égalité des salaires part aussi de la question de la définition des tâches et de la volonté de leur attribuer la même valeur sans question de sexe.

Les femmes paient très cher leur présence dans le monde professionnel où toutes les discriminations à leur égard sont possibles. La déréglementation en période de crise joue contre elles.

En effet, le creuset de ce constat ne reste-t-il pas celui de la différence bien ancrée dans les mentalités. Même si le mode de pensée a évolué par la force des choses, il est encore bien admis que les femmes ne sont pas vraiment à leur place dans le monde professionnel. Si elles insistent, alors qu'elles s'accrochent, on ne va pas leur faire la partie belle!

Même si le niveau d'instruction est globalement plus élevé, surtout chez les jeunes filles, le choix des matières, les formations et les métiers sont prédéterminés en fonction des sexes, à quelques rares exceptions près. Il n'y a pas si longtemps, en 1968, on a vu des ouvriers du Livre faire grève pour s'opposer à l'embauche des femmes! ¹

Les métiers de la bureautique à l'époque actuelle représentent ceux du secrétariat, depuis toujours un des ghettos de l'emploi féminin. Surtout quand on sait ce qu'un patron attend de sa secrétaire-nounou-infirmière-servante-maîtresse-faire-valoir...

Ces métiers ne reconnaissent pas les compétences particulières. « Je préférerais avoir un grade particulier plutôt qu'un grade supérieur », déclarait une opératrice de saisie... « parce que, dans les conventions, on est toutes employées de bureau » ¹.

Pour l'ensemble des femmes, ce sont les administrations et les services publics qui leur sont le plus largement ouverts. Et encore! Comme partout, quand il s'agit de leur promotion, de leur accès aux grades supérieurs, aux postes à responsabilité, il y a *numerus clausus*. Un article paru dans *Libération* du 17 février 1999 donne un rapide aperçu du rapport d'Anne-Marie Colmou au ministère de la Fonction publique. Les femmes sont majoritaires dans la Fonction publique (56,9 %) et ne sont plus que 10 % aux échelons les plus élevés de l'administration. Les résultats aux concours sont nettement en faveur des femmes mais il y a barrage au moment de l'entrée dans les grandes écoles. Le rapport annonce que les jurys de concours sont plus sévères pour les femmes. Si bien que le ministère songe à les féminiser pour rétablir l'équilibre.

Les métiers du commerce et de la restauration (vendeuses, caissières, serveuses) sont aussi de gros employeurs de femmes.





Le temps partiel

Dans les années 60, c'est à temps plein que les femmes occupaient des emplois. Depuis les années 80, à la faveur de la crise de l'emploi, c'est à elles que le travail à temps partiel est proposé. Le temps partiel a triplé en quinze ans. Il touche 3,7 millions de personnes dont 3 millions de femmes (pour 700 000 hommes). 30,1 % des femmes travaillent à temps partiel contre 5 % des hommes. Une salariée à temps partiel gagne entre 2500 et 4000 F par mois. Elles représentent 80 % des salariés à temps partiel. Les autres formes d'emplois précaires sont en progression notoire.

Une plaquette éditée en décembre 1998 par le Collectif national pour les droits des femmes expose la situation chiffrée et dresse un « état des lieux » très parlant. Un article paru dans *Libération* le 3 mars 1999, signé par Catherine Lafon, membre du Collectif, titre : « Femmes et emploi : le grand bond en arrière ». Cette dynamique est impulsée par les politiques du moment, à l'aide de mesures incitatives. Celle du temps partiel en est une qui ne saurait que « convenir aux femmes. Elles peuvent ainsi mieux concilier vie de famille et vie professionnelle ». En fait, ce temps partiel est un temps de crise. Il est le corollaire du chômage et non celui de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Le temps partiel,
«c'est la jungle
pour les
salarié(e)s,
le Pérou pour les
entreprises».

Les conditions sont de plus en plus contraignantes, invivables dans un cadre de pressions et d'horaires tels que ni leur vie professionnelle ni leur vie privée ne sont satisfaisantes (horaires décalés, sous-emplois, etc.). Un syndicaliste a un jour bien défini ce qu'est un temps partiel : « C'est la jungle pour les salarié(e)s, le Pérou pour les entreprises. »

Les lois et ordonnances de 1981 et 1982 ont permis l'embauche à temps partiel, celle de 1992 a favorisé son développement par des exonérations de cotisations sociales des employeurs, la loi de 1993 confirme un élargissement de son application (cf. la plaquette du Collectif sur le temps partiel). Autant dire que tout est orchestré de main de maître par les gouvernements successifs pour installer le temps partiel. Les « propositions » de temps partiel faites majoritairement aux femmes

s'apparentent trop au chantage au licenciement pour qu'on puisse parler de choix.

Les deux modes de travail ne sont pas du tout les mêmes. Dans le premier cas, la norme c'est le plein temps, dans le second, c'est le mi-temps. Le chômage partiel est un instrument conjoncturel, le travail à temps partiel est une mesure structurelle : l'un reste un outil provisoire, l'autre signe une nouvelle donne.

Le mi-temps inscrit les femmes dans de nouveaux rapports sociaux et modifie fondamentalement leur rapport à l'emploi contrairement au chômage partiel. Elles sont des demi-salariées sous-payées (l'heure du temps partiel vaut moins 26 % que l'heure du temps plein), mal intégrées à l'entreprise, plus isolées et déconsidérées la plupart du temps professionnellement comme dans la vie publique.

Les femmes au travail dans ces conditions deviennent des salariées pauvres et oubliées. Le statut de l'emploi est ainsi redéfini par un chantage au licenciement.

Cette méthode d'introduction du travail à temps partiel ne se limite pas qu'à une réduction du temps de travail. Elle est une mesure discriminatoire qui redessine la frontière entre les sexes.

Le temps partiel pour les femmes seules, pour les mères célibataires, c'est la misère. Pour les salariées, c'est le retour au « salaire d'appoint ». À noter que le pourcentage de propositions de temps partiels augmente aussi pour les hommes.

L'inégalité salariale

Proudhon avait son idée sur les femmes et ses thèses ont imprégné le monde ouvrier déjà hostile à leur entrée dans le monde du travail. Pour lui, « la femme ne peut soutenir pour la puissance, ni dans l'ordre économique et industriel, ni dans l'ordre philosophique et littéraire, ni dans l'ordre juridique ». « Le règne de la femme est dans la famille ». Le patronat s'est bien employé également à faire de la femme la rivale de l'homme dans le monde professionnel.

Une minorité, guidée par Eugène Varlin, s'était exprimée lors du 1^{er} Congrès de l'AIT à Genève, en septembre 1866, pour dire

« La femme ne peut soutenir pour la puissance, ni dans l'ordre économique et industriel, ni dans l'ordre philosophique et littéraire, ni dans l'ordre juridique. »

que « la femme ayant besoin de travailler pour vivre honorablement, on doit chercher à améliorer son travail et non le supprimer ». Il a incité à l'égalité des hommes et des femmes, lancé le mot d'ordre « à travail égal, salaire égal ». « Même produit, même salaire. » On retrouvera ce courant pendant la Commune de Paris. Cependant cette pensée restera minoritaire.

En 1965 seulement, en France, une loi permet à la femme de travailler sans le consentement de son mari. En 1972, une autre loi pose le principe de l'égalité de rémunération pour les travaux de valeur égale entre hommes et femmes. En 1975, encore une loi (dite Roudy) interdit la discrimination sexiste à l'embauche et, en 1983, la dernière en date revient sur le sujet pour interdire toute discrimination sexiste.

Les conventions 110 et 111 de l'Organisation internationale du travail et le Traité de Rome spécifient pour la femme l'égalité des salaires et des chances. Dans les faits, que se passe-t-il ?

Les études du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) présentent un document détaillé dans « Femmes sur le marché du travail. L'autre relation formation-emploi » (nov. 1997). Ces études montrent la corrélation entre diplôme et inégalités hommes-femmes. On observe un état significatif entre taux de chômage masculin et féminin. L'écart est plus élevé pour les moins diplômés. À niveau élevé, les tendances inégalitaires s'atténuent. 60% des femmes sont encore ouvrières ou employées même si l'élévation du niveau d'études leur a permis d'embrasser des professions dites masculines.

Cette féminisation du travail ne rime toujours pas avec égalité. Les écarts de salaires (de 20 à 30% inférieurs pour les femmes) demeurent et demeureront tant que la discrimination sexiste dominera.

Cependant, quelques réactions commencent à se faire connaître. Dernièrement, la presse a fait état de la condamnation d'un chef d'entreprise américain contraint à régulariser toutes les disparités de salaires entre employées et employés.

À titre d'exemple parmi d'autres :

En mars 1997, des femmes employées par la société Servair, spécialiste du plateau-repas en transport aérien, se sont révoltées

pendant trois semaines pour dénoncer les disparités de salaire allant de 300 à 1200 F pour une qualification et un travail identiques. Au bout de ce combat que la commission Femmes de la CNT a suivi, la direction a débloqué une enveloppe budgétaire pour réduire les disparités de salaires les plus flagrantes, car il ne leur était « pas possible de s'aligner sur les salaires les plus hauts ! » Les femmes de la société ont aussi dénoncé des pratiques de harcèlement sexuel. Personne ne s'était aperçu de rien. La transition est ainsi toute faite pour aborder le point suivant.

Atteintes à la dignité, harcèlement sexuel, harcèlement moral à l'embauche et sur le lieu de travail



En règle générale, les atteintes au respect du travailleur s'accroissent en période de crise de l'emploi. La loi de l'offre et de la demande inverse les rapports de force en faveur des patrons ou des petits chefs. Les femmes en font les frais tout particulièrement. La triste coutume du « droit de cuissage » n'a disparu ni des mentalités ni des comportements. La déréglementation du travail permet toutes les dérives.

C'est ainsi que dès la procédure d'embauche, puis plus tard sur le lieu de travail, à propos d'une promotion, d'une restructuration (entendre licenciement) ou tout simplement selon les humeurs d'un supérieur hiérarchique, voire des collègues, le personnel féminin éprouve cette pression à travers les humiliations, les insultes sexistes et le harcèlement sexuel.

Des lois existent pour protéger une éventuelle tentation d'embauche sexiste, déjà citées ci-dessus (celle de 1975 qui interdit toute discrimination, celle de 1983 rappelant l'égalité professionnelle entre hommes et femmes).

Mais dans la pratique... On connaît de nombreux cas de dérives, certains chefs d'entreprise allant même jusqu'à faire signer un engagement à ne pas être enceinte pendant les premières années qui suivent l'embauche. Les questionnaires destinés aux femmes sont souvent orientés, comportent des questions très insidieuses sur leur vie privée, leur situation de famille, leurs habitudes vestimentaires (le port des porte-

jarretelles, du string ou de la culotte...) pour atteindre, déstructurer, déstabiliser la personne.

On a toutes et tous encore présente à la mémoire une des luttes les plus exemplaires de ces dernières années : celle des ouvrières de la société Maryflo-Confection à Kervignac dans le Morbihan en 1997.

La commission Femmes de la CNT a suivi leur combat de très près, car il est le cri de révolte de toutes celles qui subissent les atteintes les plus graves à leur dignité d'être humain et de femme plus spécifiquement. Sur notre invitation, certaines d'entre elles ont pu participer à une des émissions de Radio libertaire « Femmes libres ». Nous avons fait paraître un article dans *le Combat syndicaliste* relatant ce grand moment de solidarité. Le contact existe toujours avec ces femmes dont le courage est exemplaire.

Quatre-vingt-dix sur 110 d'entre elles se sont mises en grève pour exiger le départ sans délai du directeur technique, minable petit-chef, soutenu par la directrice de l'établissement, qui passait son temps à les insulter, les abreuver d'injures sexistes telles que « Pétasses, bandes de putes, je vais vous bourrer dans la gueule, bonnes à rien, vous avez vos règles ou quoi? au lieu d'aller aux toilettes serrez les cuisses, malades, détraquées. » Ce morceau non choisi doit être imaginé dans un climat de fureur permanente entretenu par ce petit-chef écumant de rage et payé pour cela.

Ces propos ne sont pas anodins. Ils ne peuvent qu'être réservés aux femmes. Leur féminité même est volontairement mise en avant pour être salie, avilie. Le but avoué de la manœuvre étant d'accélérer les cadences et d'améliorer la qualité des productions, ce kapo avait pour technique de faire céder toute velléité de résistance en atteignant les êtres au plus profond de leur dignité. Après quatre semaines d'une lutte qui s'est fait entendre dans tout le pays, *exit* le directeur technique chargé « de l'épanouissement » de l'entreprise. Les ouvrières de la société ont toujours soupçonné que cette méthode de torture mentale et de harcèlement ordurier avait en fait pour but de les obliger à démissionner. On a appris par la suite qu'il était allé sévir dans d'autres sociétés et même à l'étranger. C'est un métier!



Au bout de ce combat : les licenciements. Soixante-quatre d'entre elles sont virées. Ça sent la revanche d'un PDG qui a perdu la face mais qui révèle que l'objectif était bien d'écrémer les personnels les plus anciens pour réembaucher à moindres frais ; c'est-à-dire à coup/coût de contrats privilégiant la jeunesse et la précarité. Cet exemple à lui seul démontre le processus qui s'applique aux femmes pour les faire céder.

Les cas sont nombreux, la parole se libère timidement. Ainsi, nous avons dû soutenir dans sa lutte une camarade employée par une société de nettoyage à la RATP. Elle était soumise depuis des mois à des agressions physiques de la part d'un de ses chefs, alcoolique, grossier et dangereux appuyé par une direction plus intéressée par la qualité de certains des services de ce triste sire que par la sécurité de ses personnels sur leur lieu de travail. La solution au conflit de la part de la direction a bien sûr été de protéger l'agresseur et de faire peser sur la victime la mesure de réorganisation par son éloignement, le tout cautionné par les syndicats présents dans l'entreprise (FO et la CFDT).

Il faudrait pouvoir redéfinir les moyens de lutte dans de pareilles situations.

À ce propos, il faut souligner combien les conditions de travail dans ces sociétés de nettoyage qui embauchent un grand nombre de femmes sont particulièrement dures ; horaires décalés, lieux éloignés du public et sinistres (hangars, garages, couloirs, bureaux déserts, etc.), qui favorisent la vulnérabilité des personnes. L'encadrement des équipes n'est pas toujours assuré par des personnels au-dessus de tout soupçon...

Et la « promotion canapé » ? Expression bien connue. Qu'est-ce d'autre qu'une méthode de harcèlement sexuel ? Combien de femmes ont dû, soit subir si le besoin d'emploi était trop fort, soit partir du jour au lendemain sans explication.

Un sondage commandé par la Ligue des droits de la femme en France avait révélé que 36 % des femmes étaient victimes de harcèlements dont 56 % avec promesses et 26 % sous la contrainte. On s'aperçoit que toutes les catégories socio-professionnelles sont concernées et que certaines sont plus exposées (secrétariat, milieu hospitalier, etc.).

Depuis ces dernières années, devant l'urgence du problème, des textes de loi sont apparus. Le Parlement européen, dans sa résolution du 11 juin 1986 sur les violences contre les femmes, a invité les autorités nationales à définir légalement la notion de harcèlement sexuel.

En France, des études ont été menées par l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) qui apportent quelques chiffres incertains, difficiles à obtenir selon les catégories professionnelles. Depuis les lois de 1991 et de 1992, le Code pénal prévoit une sanction pouvant aller jusqu'à un an de prison et/ou 100 000 F d'amende pour harcèlement reconnu « ordres, menaces ou contraintes dans le but d'obtenir des faveurs d'ordre sexuel ». Véronique Neiertz (secrétaire d'État aux droits de la femme en 1993) a proposé une définition du harcèlement sexuel : « Tout propos, geste, attitude ou comportement exercé par un supérieur hiérarchique en vue de contraindre un(e) salarié(e) à répondre à une sollicitation d'ordre sexuel. » Cette définition vise exclusivement les abus d'autorité de la hiérarchie et ne concerne pas les collègues de travail qui, pourtant, peuvent aussi être accusés de harcèlement dans environ 20% des cas. La loi prévoit la protection des témoins. Les associations et syndicats peuvent se constituer partie civile et la loi devra être affichée sur le lieu de travail.

Les procès restent difficiles. Il s'agit d'un viol. Les femmes vivent dans la crainte perpétuelle du chantage, de la honte devant l'obligation d'étaler les humiliations qu'elles ont subies, sous la pression morale souvent, c'est-à-dire sans violence physique visible. On connaît, entre autres exemples, le cas de patrons qui infligent des punitions d'ordre sexuel à leur secrétaire pour chaque faute d'orthographe. Le cas de l'un d'entre eux est passé en jugement il y a quelques années dans la région de la Drôme-Ardèche. La contrainte morale n'avait pas été retenue à l'époque (exemple cité dans un dossier du numéro 28 de *Clara Magazine*).

On pourrait ainsi dresser un catalogue des confidences de celles qui parviennent à parler et qui osent aller jusqu'au bout de la démarche. La médecine du travail, qui pourrait apporter une aide, n'est pas du tout préparée à ce type de situation et ne peut

rien proposer d'autre que de renvoyer les cas aux médecins ou psychologues (432 inspecteurs du travail pour 14 millions de salariés). Cette médecine proche des travailleurs constate une véritable épidémie de suicides, y compris sur le lieu de travail, sans parler des accidents de santé de plus en plus fréquents et graves. Les maladies professionnelles sont plus fréquentes chez les travailleurs sous contrat précaire.

Dernièrement dans un tiré à part du *Nouvel Observateur*, le sujet « harcèlement moral, stress et dépression » occupait la « une » avec le titre : « Ces collègues et patrons qui vous rendent fou ». Il y est fait référence à un best-seller qui bat des records de vente³. Évidemment ce phénomène touche tout un chacun sans distinction de sexe. Cet ouvrage fait une analyse assez large sur nombre de pays. La France est bien « cotée », en troisième position après le Royaume-Uni et la Suède.

Le XIX^e siècle n'est pas loin à l'aube du troisième millénaire... Le drame aujourd'hui est que l'État fait passer l'emploi avant le droit, les statistiques du chômage avant la santé des travailleurs et des travailleuses.

Les luttes des femmes



Toutes des sorcières !

L'histoire est écrite depuis longtemps par des hommes et plus récemment par des femmes. Les archives sont rares. L'histoire des classes est déjà difficile à retrouver, celle des femmes l'est encore davantage. Les « silences » de cette histoire ont fait l'objet d'un récent ouvrage de Michelle Perrot⁴.

Des recherches menées ces dernières années par un plus grand nombre d'historiens des deux sexes ont permis d'analyser cette exclusion des femmes.

Même les révolutionnaires français étaient effrayés de voir les femmes qui « ont la rage de courir les assemblées et font du boucan de leurs voix enrouées » (*les Femmes ou les silences de l'histoire*, page 261). La voix des femmes met mal à l'aise.

Le XIX^e siècle aura été très dur pour les femmes qui ont voulu sortir de la passivité. L'une d'entre elles, Olympe de Gouges, dans

sa « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne » (1791) a revendiqué l'égalité politique et sera guillotinée en étant qualifiée de "virago", de "femme-homme" ». Cet oubli des vertus de son sexe l'a conduite à l'échafaud (Scott, 1996). Les ouvriers ne supportent pas que leurs femmes s'expriment. Les clubs de femmes seront fermés ainsi que les autres lieux d'expression et d'apprentissage politique.

Nous voulons
le travail mais
pour en garder
le produit.

Plus
d'exploiteurs,
plus de maîtres.

En 1871, la Commune a aussi été le terrain de mouvements virulents de femmes pour la défense d'un idéal de justice et leur pain quotidien. Elles s'étaient organisées en comités de femmes n'admettant les hommes que comme spectateurs. Des comités de vigilance ont été mis sur pied. Louise Michel, entre autres, les animait. Les femmes s'exprimaient, s'organisaient dans « l'Union des femmes pour la défense de Paris ». Un appel a été lancé pour la défense de la Commune comme « l'acte final de l'éternel antagonisme du droit et de la force, du travail et de l'exploitation du peuple et de ses bourreaux [...]. Nous voulons le travail mais pour en garder le produit [...]. Plus d'exploiteurs, plus de maîtres ». Une organisation de femmes, pour une des premières fois en France, considère que cette « égalité et tout antagonisme entre les sexes constituent une base du pouvoir ».

La prise de conscience et l'organisation des luttes ont été la preuve d'une grande maturité politique qui a pu s'exprimer dans de nombreuses instances, clubs, comités de quartier, sur tous les sujets touchant au travail, à l'éducation, l'instruction, la réflexion politique, le social en réclamant, par exemple, une résolution en faveur des divorcées, une pension aux femmes qui ont plusieurs enfants.

Ces faits ont à l'époque inspiré quelques écrits significatifs émanant d'un écrivain voyageur, Maxime du Camp⁵, dont voici quelques passages éloquentes :

« Elles se grisèrent du sang et eurent une ivresse furieuse. Elles "manifestaient", elles se réunissaient en bandes et comme les tricoteuses, leurs aïeules, elles voulaient à Versailles "chambarder la parlotte, et pendre Foutriquet I^{er}" ». « La Commune, sans trop s'en douter, aida à ce soulèvement féminin qui vidait les maisons à gros numéro au détriment de la santé publique et au profit de

la guerre civile... » « Aux derniers jours, ces viragos belliqueuses tinrent derrière les barricades plus longtemps que les hommes, elles furent là où le crime fut sans merci et sans frein. » « Comme pour les enfants, on ne fut pas trop sévère et huit cent cinquante ordres de non-lieu furent rendus en leur faveur; parmi les prisonnières, on en envoya quatre dans un asile d'aliénées, c'est bien peu! Pour qui a étudié l'histoire de la possession, il n'y a guère à se tromper, presque toutes les malheureuses qui combattirent avec la Commune étaient ce que l'aliénisme appelle des "malades". »

Après un tel tableau, qu'il faut resituer dans son contexte, on peut rester pensifs quant à la vision des femmes en action de revendication, de révolte pour défendre leur idéal. Elles ont montré une détermination qui peut aller loin, très loin et cela fait peur.

Le suffrage dit « universel » est accordé à l'ensemble des hommes en 1848 en excluant complètement les femmes. En revanche, leur rôle social est davantage reconnu, leur éducation développée, la loi de 1884 créant la liberté syndicale pour tous, hommes et femmes, signifiait que les femmes pouvaient adhérer à un syndicat sans la permission de leur mari alors qu'elles ne pouvaient pas travailler sans son autorisation. Bien plus tard, en 1920, une loi réaffirmera que les femmes peuvent adhérer à un syndicat sans l'autorisation de leur mari alors que c'est en 1965 seulement qu'elles seront dispensées de l'autorisation maritale pour travailler... On n'est pas à une contradiction près!

Dans les années 1876-1880, quelques féministes acharnées se sont battues pour que la femme « puisse voter la loi qu'elle subit ». Hubertine Auclert a été une de ces suffragettes qui sont allées jusqu'à refuser de payer l'impôt « pour ne pas être complice de la vaste exploitation que l'autocratie masculine se croit le droit d'exercer à l'égard des femmes ». Nelly Roussel qui mena un vrai combat pour la liberté des femmes (pour la contraception entre autres) a aussi affirmé dans *la Voix des Femmes*, que « si la propagande révolutionnaire auprès des femmes était nécessaire, il est quelque chose de plus nécessaire encore, c'est la propagande féministe dans les milieux révolutionnaires ».



Il est quelque chose de plus nécessaire encore, c'est la propagande féministe dans les milieux révolutionnaires.

Les femmes ont toutes les peines du monde à se faire entendre sans être renvoyées à leur statut de mères au foyer ou regardées comme des agitées, des hystériques, des ennemies de l'homme, du travailleur en particulier. Michelle Perrot, dans son ouvrage *les Femmes ou les silences de l'histoire* souligne cette caractéristique bien française par rapport à beaucoup d'autres pays de la communauté européenne ou les États-Unis. Le machisme ordinaire est ancré dans les mentalités, dans la pratique, ce qui explique largement la faible participation des femmes dans les instances syndicales et politiques du pays.

Le taux de syndicalisation féminine a progressé très lentement. Les périodes de guerre, qui ont obligé les femmes à remplacer les hommes dans leurs métiers d'homme, ont forcé le respect de la valeur du travail produit par elles, mais le retour à la normale aura vite remis chacun à sa place. Chaque période de crise économique aura pour effet de sacrifier les ouvrières aux emplois masculins. Nous vivons une de ces périodes.

En France, par exemple, il faudra attendre 1945 pour avoir la première secrétaire confédérale CGT.

L'hostilité des hommes au travail féminin aura été pour beaucoup dans cette lenteur. En France, effectivement, les femmes sont très demandeuses d'emploi, de vie professionnelle. Il y a donc menace.

« À l'homme, le bois et les métaux. À la femme, la famille et les tissus », disait un texte ouvrier de 1867.

Les oppositions à leur accession au monde du travail se sont souvent exprimées : dans le *Manifeste des soixante* (1864), lors de la conférence de l'Association internationale à Genève (1866). Le premier congrès ouvrier à admettre le travail féminin a été le Congrès de Marseille (octobre 1879) et encore pas partout. Par exemple, en 1898, le 4^e Congrès de la CGT à Rennes se prononce encore contre l'entrée des femmes sur le marché du travail avec les arguments suivants : le travail « démoralise » la femme, ne lui permet pas d'acquérir une morale prolétarienne et surtout, « le travail féminin dévalorise le travail masculin et favorise le chômage ».

N'avons-nous pas encore aujourd'hui à entendre, à lire ce type de raisonnement ?

Trois types de réponses se font entendre à l'époque : la proudhonienne qui renvoie les femmes à leur foyer, la socialiste plus nuancée et la marxiste-guesdiste (Jules Guesde s'étant indigné devant ce rejet des femmes).

Proudhon, entré ouvertement en lutte contre les féministes, fut mis en garde par l'une d'entre elles, Jenny d'Héricourt qui lui tint ces propos : « Écoutez-moi bien, monsieur Proudhon, la femme est comme le peuple : elle ne veut pas de vos révolutions qui nous déciment au profit de quelques ambitieux bavards. » « Nous vous déclarons que nous considérons désormais comme ennemi du progrès quiconque s'élèvera contre notre légitime revendication, tandis que nous rangerons parmi les amis du progrès et de la Révolution, ceux qui se prononceront pour notre émancipation civile, fût-ce vos adversaires. »



Les syndicats, sous la pression, seront forcés d'admettre le travail des femmes mais sans véritable reconnaissance de sa valeur.

En effet, les femmes ont longtemps accepté d'être sous-payées puisque c'était pour elles le seul moyen d'accéder à un emploi, à une indépendance financière ou à l'obligation de se nourrir et élever leurs enfants souvent seules. Le patronat n'allait pas se priver de perpétuer cette situation pour avoir à sa merci une main-d'œuvre bon marché. Ce cercle vicieux ne pouvait que renforcer les craintes des travailleurs.

Les femmes ont longtemps considéré que leur salaire n'était qu'un appoint. L'action syndicale n'était pas pour les motiver.

Puis elles ont pris conscience de cette discrimination, de même que les pouvoirs publics en votant des lois, mais rien ne vaut le combat sur le terrain pour faire passer les mesures législatives dans la pratique. Entre autres causes de leur désaffection syndicale, on peut observer que les femmes au travail manquent de temps (les charges familiales sont toujours pour elles, comme nous l'avons déjà expliqué), elles peuvent hésiter à payer une deuxième cotisation si le mari est déjà syndiqué, elles ont été et sont encore souvent plus étroitement surveillées dans les entreprises où, il n'y a pas si longtemps, le patron leur faisait prêter

serment d'obéissance. De plus, les lois sur la tutelle du mari en matière d'emploi et de syndicalisation de la femme (comme nous l'avons déjà souligné) sont loin d'avoir aidé à clarifier leur situation et surtout à leur donner une véritable autonomie. Jusque dans les années 20, seules les « bonnes ouvrières qualifiées » pouvaient se syndiquer, et cela avait valeur de « label d'embauche ». Ces pratiques discriminatoires contribuaient à la division entre les ouvrières.

Le féminisme « bourgeois » n'aura de cesse d'encourager les femmes à travailler et à se syndiquer dans les structures existantes masculines ou en créant des syndicats féminins. L'histoire est émaillée de combats, de luttes féministes, syndicalistes, *féministes et syndicalistes*. Les ouvrages historiques, désormais de plus en plus nombreux et précis, nous en font le récit et nous permettent d'avoir une approche plus analytique de ce phénomène de société.

La lutte des classes sera menée efficacement grâce à un accord absolu entre les hommes et les femmes marchant à l'assaut des privilèges de leurs maîtres.

Marie Guillot ⁶, militante syndicaliste et proféministe qui aura consacré sa vie entière à tous les combats des femmes, a écrit en 1913 : « La lutte des classes sera menée efficacement grâce à un accord absolu entre les hommes et les femmes marchant à l'assaut des privilèges de leurs maîtres, cela sera lorsqu'ils recevront la même éducation, lorsqu'ils auront les mêmes droits, lorsqu'ils sauront se traiter en camarades, en amis, en égaux. » Elle raconte entre autres faits de l'époque, l'affaire Couriau. Emma Couriau, appuyée par son mari, vieux militant syndicaliste et féministe, fait une demande d'adhésion au syndicat des typographes de Lyon. La section de Lyon n'accepte pas les femmes. Il est à noter que le syndicat du Livre les a exclues jusqu'en 1919. La demande d'Emma est refusée et, comme si cela n'était pas suffisant, son mari est radié du syndicat en vertu d'une décision remontant à 1906 selon laquelle : « Il est interdit à tout syndiqué uni à une typote, de laisser exercer à cette dernière la typographie sous peine de radiation. » Emma fait appel à la Fédération féministe du Sud-Est. Louis Couriau demande à être admis isolément à la Fédération du livre, laquelle refuse toujours malgré de nombreuses protestations et la dénonciation du « vieil esprit », par Émile Pouget entre autres. Celui-ci réagit violem-

ment dans la rubrique syndicale de « La question sociale » en écrivant : « Les faits que je vais narrer sont véridiques, absolument véridiques » « Ainsi à Lyon [...] dans cette grande cité illustrée en tant de révoltes ouvrières, [...], il s'est trouvé 300 crétiens pour barrer l'entrée du syndicat à une femme payée au même tarif qu'eux. »

Cette affaire posa pour la première fois « la question de la priorité, pour les femmes qui travaillent, de l'appartenance de classe sur l'appartenance de sexe »⁷.

À noter que le bureau national de la Fédération du livre affirmait encore en 1919 que « la place naturelle de la femme est au foyer, que vouloir l'astreindre aux travaux de l'atelier, c'est courir à la destruction de la famille et que les conditions de travail dans l'imprimerie en réservent l'accès aux hommes ».

Dans son ouvrage *Femmes si vous saviez...*, Béatrice Majnoni d'Intignano² rappelle que les organisations ouvrières du Nord exigeaient une autorisation écrite de son mari ou de son père avant de laisser une femme prendre la parole.

Les féministes ne sont pas convaincues par l'argument annonçant la fin de la lutte des classes pour résoudre la lutte des sexes. « L'ouvrière n'a point qu'à lutter contre le patronat. Adversaire aussi cruel sinon davantage, lui est la concurrence masculine dans le prolétariat. » (Séverine dans *l'Équité* du 15 décembre 1913). Le féminisme dit « bourgeois » aura été un moteur formidable pour l'émancipation des femmes, pour leur droit au travail, pour leur syndicalisation. Les syndicalistes de gauche aussi ont dû reconnaître son utilité, sa « valeur révolutionnaire », déclare Marie Guillot : « En redressant les femmes, en les poussant à faire connaître leurs droits par les hommes. »

Une femme comme Emma Goldman, anarchiste, n'a jamais cessé de se battre, de faire campagne. Elle est devenue une brillante oratrice, comme on dit. Mais elle s'est aperçue aussi qu'elle était gentiment manipulée par son compagnon de vie et s'est séparée de lui pour être elle-même, à part entière, et non plus le porte-parole d'un message qui ne serait pas que le sien.

Le combat pour la défense des droits des femmes n'est peut-être pas conforme à celui de la lutte des classes pure et dure, mais



il est un préliminaire nécessaire et indispensable pour que les femmes se connaissent mieux, s'imposent, s'assument, prennent l'assurance qui leur manque encore trop souvent pour affronter les mondes de la politique et du syndicalisme construits par des hommes, pour des hommes.



Le 8 mars

Une date dans l'histoire des luttes des femmes : le 8 mars.

Clara Zetkin, qui a milité toute sa vie, de 1900 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour l'émancipation des femmes, affirmait au Congrès de fondation de la III^e Internationale, que le seul moyen pour les femmes d'acquérir l'indépendance était le travail. « De même que le travailleur est sous le joug capitaliste, la femme est sous le joug de l'homme. » « Elle restera sous le joug aussi longtemps qu'elle ne sera pas indépendante économiquement. »

Gilbert Badia dans son intervention au colloque organisé par Choisir⁸, nous parle de Clara Zetkin et nous rappelle l'histoire de la journée du 8 mars, journée internationale des femmes, commémorée chaque année. C'est Clara Zetkin qui, à Copenhague, en 1910, fit décider d'une journée internationale des femmes lors de la conférence de la II^e Internationale socialiste, avec pour but de mobiliser les femmes derrière les organisations de la classe ouvrière et de contrer les féministes dites « bourgeoises ». Quant à la journée du 8 mars, elle fut choisie par Lénine, en 1921, pour commémorer le jour fameux (correspondant au 23 février dans le calendrier de la Russie tsariste), où, en 1917, des ouvrières de Saint-Petersbourg manifestèrent dans la rue pour demander du pain et le retour des hommes du front, déclenchant ainsi la révolution de février. Françoise Picq rétablit aussi cette vérité⁹ autour de la supercherie réussie qui a permis d'afficher que cette journée datait d'une grève des chemisières new-yorkaises le 8 mars 1857, un dimanche. Cette célébration ne conviendra pas à tous les courants féministes qui seront réticents à l'idée « de célébrer une lutte ouvrière pour mieux interdire les autres luttes de femmes » (*Histoires d'elles*, numéro zéro de mars 1977).

Hélène Brion, institutrice et cégétiste, a édité en 1916, dans une brochure *la Voie féministe* : « Femme, ose être », témoignage

sur les luttes d'influence entre féminisme et syndicalisme. Elle prétend également que s'occuper uniquement du sort des travailleurs et des classes pauvres revient à nier qu'il y a un problème spécifiquement féminin. « Les femmes sont plus exploitées encore par la collectivité masculine en tant que femmes qu'elles ne le sont par le capital en tant que productrices », écrit-elle. En fait, elles le sont doublement.

Il est vrai que la domination de la femme au foyer n'est pas la préoccupation du syndicat et qu'il est impuissant dans ce domaine. « Le syndicalisme s'occupe uniquement de question de travail », continue Héléne Brion. « Nous ne le lui reprochons pas, mais alors qu'il ne nous reproche pas non plus de nous occuper de ces questions qui existent pour nous (féministes) au moins autant que les conflits de travail! »

La période de 1936 verra une remontée importante du taux de syndicalisme féminin. La participation des femmes aux grèves sera importante, les organisations s'intéresseront davantage aux problèmes féminins. Malgré tout, la participation féminine aux actions et débats restera encore timide.

L'histoire nous a permis de connaître un des cas de lutte « féministe » qui s'est inscrit dans celui de la lutte des classes.

C'est dans le contexte particulier de la période pré-révolutionnaire espagnole de 1936 que l'on verra naître un mouvement exemplaire de femmes qui s'organiseront pour la défense de leurs droits dans un esprit d'analyse très politique. Des femmes anarchistes créèrent l'organisation « *Mujeres libres* » (Femmes libres). Cette volonté de mettre sur pied une organisation spécifiquement féminine, malgré le joug notamment de l'Église, arrive après plusieurs années de travail intellectuel et après leur prise de conscience que peu de femmes participent aux luttes quotidiennes des travailleurs. Contrairement au mouvement féministe qu'elles qualifient elles-mêmes de « bourgeois », les *Mujeres libres* se définissent dans une perspective d'émancipation de la classe ouvrière. Leur combat de femmes va de pair avec leur lutte pour la révolution sociale : des femmes certes, mais anarchistes. Elles lutteront pour l'émancipation des femmes, pour les conduire à la lutte et les sensibiliser aux idées libertaires, synonymes pour elles

« Nous ne le lui reprochons pas, mais alors qu'il ne nous reproche pas non plus de nous occuper de ces questions qui existent pour nous (féministes) au moins autant que les conflits de travail! »

d'égalité entre tous les êtres humains quel que soit leur sexe. Elles ont entrepris un énorme travail d'éducation, de formation des femmes pour leur assurer les moyens de revendiquer leurs droits et leur indépendance. Elles ont aidé les hommes à consolider les conquêtes révolutionnaires. Pour elles, une révolution sociale dans laquelle ne se réaliserait pas la libération de la femme n'aurait aucun sens.

L'intérêt du politique n'est pas d'aider les femmes à accéder à cette capacité de construction d'un idéal social fait d'égalité des chances et de partage. Les femmes détiennent déjà le pouvoir suprême, celui de la procréation. De plus, depuis une trentaine d'années, elles peuvent le « gérer » à leur guise ou presque. Elles peuvent même, progrès scientifique oblige, se passer du père si elles le désirent. Que leur faut-il d'autre? Que restera-t-il aux hommes s'ils leur abandonnent le terrain du politique?

En France tout particulièrement, la résistance est très forte. Davantage que dans les pays de la Communauté européenne, y compris ceux du Sud, Italie, Espagne, réputés plus machistes. En effet, en France, notamment, les femmes sont nombreuses à travailler, à avoir gagné leur indépendance matérielle, certes, mais cela peut-être au détriment de leur disponibilité pour militer, siéger, faire campagne. Les familles monoparentales à forte dominante féminine sont un des éléments de ce manque de temps. Une situation de vie de famille traditionnelle n'est pas non plus faite pour les libérer dans la dynamique de la double, voire la triple journée évoquée dans le premier chapitre de cet article. Les structures d'accueil des enfants en bas âge sont moins développées que dans les pays nordiques où les femmes travaillent et s'engagent dans la vie politique.

Le verrouillage est sévère et tient au système de valeurs qui cimentent la société. Françoise Héritier en fait une analyse dans son livre *Masculin/Féminin. La pensée de différence* (1996). Le débat actuel et les combats pour la parité en politique montrent une évolution des esprits mais aussi les réticences.

Les femmes ont beaucoup d'énergie à déployer sur le terrain du quotidien. En ont-elles suffisamment pour aller se battre dans les instances politiques et syndicales plutôt misogynes dans l'en-

semble? Ont-elles envie d'entrer dans la course au pouvoir? Si cet objectif les motive, il leur faut être surarmées, prêtes à prendre tous les coups et les plus bas.

On a vu en novembre 1995 et 1996, lors du conflit interne à la CFDT (un des très rares syndicats à avoir une secrétaire générale), comment, à l'encontre de Nicole Notat, les attitudes les plus misogynes ont resurgi. On observe le même type de situation s'agissant de Dominique Voynet.

Toutes les instances politiques, gouvernementales (les Jupettes en ont été un exemple grandiose), partis politiques, syndicats, sont des structures bouclées aux mains des hommes depuis toujours, qu'ils ouvrent aux femmes, selon *leur* bon vouloir, à *leur* rythme (à moins que l'on ne force la porte), selon *leurs* besoins électoralistes, aux postes stratégiques choisis par *eux*.

Le débat à la mode en ce moment sur la parité n'en est-il pas une des démonstrations? A-t-il pour enjeu, et seulement, le rétablissement d'une situation d'injustice? A-t-il pour seul but l'égalité des sexes devant le pouvoir politique? Le débat actuel, les projets tels qu'ils sont posés nient l'individu et son intégrité.

*Une femme - un homme = un être humain
Rien ne devrait légiférer cet état de fait*



Cet exercice comptable balaie l'universalité des droits de l'humain. Les femmes ont-elles vraiment demandé cela? Ont-elles envie de cette participation-là? Peuvent-elles vraiment y croire dans les conditions de vie qui leur sont faites?

Selon nous, il n'est déjà pas question de défendre un mode d'élection quel qu'il soit; il est encore moins question de défendre les droits des femmes dans ce type de combat tronqué, faussé par les intérêts des hommes au pouvoir. Le vrai débat est ailleurs. Il est encore celui de l'égalité de base, celle qui ne se légifère pas, celle qui vient du mental, de l'éducation, de la réflexion sur une autre société.

Pourquoi les femmes s'investissent-elles ces dernières années davantage dans les associations? Ce système, plus proche, fait moins peur. Il permet un véritable travail de proximité, de

terrain, plus vrai, moins superficiel. Les femmes sont, dans l'ensemble, plus sensibles aux résultats concrets qu'aux grandes intentions rarement suivies d'effet.

Les partis, les syndicats devraient y penser autrement en défendant les droits des femmes, en s'attardant sur leurs conditions de vie au foyer et au travail.

Il y a eu quelques velléités après la grande manifestation pour la défense des droits des femmes du 25 novembre 1995. Son retentissement a été tellement fort, peu avant les événements sociaux de novembre-décembre, que les syndicats se sont émus ! Trois générations de femmes se sont côtoyées, celles qui ont mené les combats dans les années 70, la génération intermédiaire et les plus jeunes. Les « frilosités » syndicales ont été quelque peu bousculées. *Le Peuple*, mensuel de la CGT, s'est interrogé sur le fait de savoir si « le féminisme n'est pas une idée neuve ? » Les organisations syndicales ont voulu marquer le coup pour la journée du 8 mars qui a suivi, en organisant manifestations et rassemblements. La CGT a rapidement mis sur pied une rencontre « Femmes et travail : quel syndicalisme ? ».

Le groupe des Dix (Sud-PTT, la FSU, des responsables syndicaux non majoritaires de la CFDT, de FO et de la CGT), en phase avec le Collectif national pour les droits des femmes et la CADAC (Collectif des associations pour la défense de l'avortement et de la contraception), avec toutes les organisations parties prenantes du 25 novembre, se sont regroupés pour dresser « un état des lieux des droits des femmes dans la société française » de façon à construire une plate-forme revendicative et organiser des Assises nationales qui ont eu lieu à Saint-Denis, près de Paris, les 15 et 16 mars 1997. Nous avons suivi la plupart des travaux au cours de ces deux journées qui furent une occasion de rencontres tous horizons.

Ces faits démontrent à quel point les femmes doivent encore et toujours s'organiser entre elles et pour elles. C'est ce qu'elles font souvent en dehors des structures officielles, et les nombreux mouvements de grèves menés par des femmes pour défendre leur emploi, leur entreprise et leur dignité en sont la preuve la plus spectaculaire. Les syndicats sont souvent dépassés ou rattrapent

une action en marche. Il existe, bien sûr, quelques cas récents de femmes qui accèdent à des postes plus haut placés dans les syndicats ; cependant, sur la trentaine de fédérations que compte la CGT, seules deux sont dirigées par des femmes. À la CFDT, 19 unions régionales sur 22 sont aux mains des hommes. Les femmes travaillent davantage à la base. Par exemple, le dossier « réduction du temps de travail » (RTT) est un de ceux qu'elles prennent en main, plus motivées que les hommes sur le sujet. Cela ne suffit pas car les structures, le mode de fonctionnement, les horaires de réunions sont encore autant d'obstacles pour les femmes qui doivent assurer leur double journée.

Le plus important travail à faire est d'aboutir à un changement de société certes, mais pas sans l'évolution des mentalités, de l'éducation, des valeurs morales. Les révolutions sont nécessaires mais non suffisantes pour opérer ce changement-là. L'héritage culturel est très lourd pour tous. L'éducation, la culture révolutionnaire, libertaire ne s'improvisent pas pour celui ou celle qui n'y a pas été confronté de près, en famille ou dans d'autres milieux de connaissance. La pensée, l'action doivent être radicales. L'indépendance est totale. L'idéal de l'autogestion est un mode de pensée et de vie auquel nous ne sommes préparés ni en famille ni à l'école (sauf dans quelques établissements qui appliquent des méthodes dites « parallèles »). Se prendre en charge, se responsabiliser, se forger un esprit critique sont des vertus qui ne nous sont pas enseignées car elles dérangent l'ordre établi.

Donc, si elles cherchent à se prendre en charge, les femmes dérangent.

Dans les années 60-70, les mouvements féministes très purs et durs, aux États-Unis et en Europe, ont eu ce mérite. Ils ont vraiment dérangé. Ils ont été l'objet des pires opprobres. Leur force a permis d'ébranler les structures dans lesquelles les femmes étaient enfermées. Le Mouvement de libération des femmes (MLF) en France, s'il a fait peur par son aspect radical, extrémiste, a réussi à briser un carcan et les tabous qui vont avec. Il faut en arriver à ces démesures-là. Les femmes engagées à l'époque dans ce combat ont dû employer les grands moyens. Les « sorcières » sont de nouveau passées à l'acte !

Se prendre en charge, se responsabiliser, se forger un esprit critique sont des vertus qui ne nous sont pas enseignées car elles dérangent l'ordre établi.

Elles n'ont pas eu le choix. Elles n'ont pu admettre la mixité par exemple. Pour elles, c'eût été se saborder. Les hommes ne pouvaient être admis dans un combat dont ils refusaient d'entendre parler, qui les déstabilisait et qu'ils auraient forcément cherché à détruire. Sont sortis de ces luttes des gains considérables pour la liberté des femmes : le Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) ainsi que le Planning familial ont fait un énorme travail de formation et d'information pour apporter aux femmes les armes défensives et les soins dont elles avaient réellement besoin. Nous leur devons les lois sur la contraception et l'avortement. Tous ces acquis n'ont pu que favoriser l'accès des femmes à leur autonomie dans le monde du travail.

La Confédération nationale du travail (CNT), en tant que syndicat prônant l'anarchosyndicalisme, lutte pour la défense des droits des travailleurs et travailleuses dans l'optique d'une société nouvelle qui mettrait réellement ces droits en application. C'est sa force. Son indépendance totale vis-à-vis des pouvoirs quels qu'ils soient doit lui permettre d'aller plus loin et plus au fond des choses. La Confédération essaie de véhiculer cet idéal à travers ses syndicats dans les branches professionnelles où elle est présente. Elle doit donc aussi porter une attention toute particulière à son fonctionnement interne, au mode de relation entre les individus qui la composent.

Quelques camarades femmes ont déjà eu à rappeler à quelques-uns de leurs camarades masculins qu'ils devaient les respecter en tant qu'individus, en tant que militantes. « La petite amie qui milite parce qu'il est syndiqué » ne devrait même pas effleurer les esprits et encore moins s'exprimer, pour ne citer que cet exemple.

Les prises de parole fortes, les capacités d'analyse qui s'affichent, les actions plus musclées qui ont tendance à reléguer celles des êtres dits physiquement plus faibles, les filles, les femmes plus particulièrement, peuvent être un obstacle. Ou alors, les filles, les femmes de la CNT ont-elles aussi un travail à faire sur leur propre affirmation, leur détermination. C'est un travail qui ne peut s'opérer que réciproquement. L'héritage

social, culturel pour ne pas dire culturel, pour la plupart d'entre nous, est lourd. Personne n'échappe à la règle. En matière de relations humaines, jamais rien n'est simple ni acquis d'avance. Cela, les femmes le savent.

Dernièrement, les membres d'une section de la Formation action universitaire (FAU) du syndicat de l'Éducation (dont une seule fille fait partie actuellement) ont dû venir devant la commission Femmes exposer un constat. Cette formation est très majoritairement représentée par des jeunes gens. L'image des cénétistes masculins n'a pas toujours été « tendre » par la force des choses d'une part, la situation sur les campus étant grave et parfois violente, et aussi, par l'attitude de certains qui ont cultivé une certaine apparence « musclée » et peut-être, pourquoi pas, machiste. Si bien que les étudiantes, notamment au Centre Pierre-Mendès-France de l'université Paris-I à Tolbiac, ont exprimé leur appréhension à approcher un syndicat masculin, composé de « troupes de choc »!

Il faut que cela puisse s'exprimer. C'est important. Auprès de notre commission, le malaise a pu être analysé, partagé. Rien n'interdit cela et rien n'interdit, en menant le combat syndicaliste de lutte de classes, de mener aussi celui du rétablissement des rapports entre les hommes et les femmes. L'un ne va pas sans l'autre, l'un n'exclut pas l'autre. Nous nous sommes dit que ces combats sont complémentaires et doivent être conjugués. Les *Mujeres libres* l'ont déjà proclamé. La commission Femmes est fière de travailler avec l'une d'entre elles qui est là pour réaffirmer haut et fort cette vérité première.

Pourquoi la CNT s'est-elle dotée d'une commission Femmes? Alors qu'elle a un travail énorme à fournir, une énergie fantastique à déployer partout en tant que confédération de syndicats de travailleurs des deux sexes, faut-il aussi qu'elle se préoccupe de la défense des droits des femmes alors qu'il y a des instances pour cela? Oui, en effet, mais nous croyons au proverbe qui dit que l'« on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même ».

Nelly Roussel dans *la Voix des femmes* du 29 septembre 1921, déclare : « Vous aider à faire la révolution ce n'est pas [...] porter docilement dans votre ombre et sous votre direction une pierre à



l'édifice que vous voulez construire d'après des plans établis par vous. C'est donner notre avis sur les plans de l'édifice [...], c'est nous préparer, non pas un petit bonheur discret, indirect reflet du bonheur de l'homme [...] mais un fier bonheur personnel, fait de l'exaltation et du libre exercice de notre volonté. »

Politiquement, le retour de l'ordre moral, qui s'affiche de plus en plus, concerne particulièrement les femmes (remise en cause de leur choix de vie, contraception, avortement, qualité des soins gynécologiques, accouchement sous X, etc.). Socialement, leurs conditions de vie professionnelle de plus en plus précarisées sont autant de raisons de lutter. Toutes les femmes de la CNT sont concernées en tant que femmes et en tant qu'anarcho-syndicalistes. Tous les hommes également et de la même façon. Cette commission Femmes est et ne peut qu'être mixte car le combat est à l'échelle humaine. Il n'est plus à la guerre des sexes.

Parallèlement à leurs activités syndicales, les membres de la commission Femmes se sont investis chaque fois que possible dans les luttes de défense des femmes : celle du libre choix à disposer de leur corps contre les forces réactionnaires, contre les « fous de Dieu » des commandos anti-IVG, sur le pavé et dans toutes les manifestations de ces dangereux criminels qui n'hésitent pas à tuer pour remplir « leur mission » ; les combats des femmes au travail contre le harcèlement sexuel, la précarité, etc., qu'elles subissent, cités précédemment comme celui des Mary-Flo, des personnels des sociétés de nettoyage, des employés de la société Servair, d'Auchan, de l'Épée, etc. Toutes ces luttes ont été suivies avec beaucoup de soin dans le relais qui en a été fait sur les ondes (émission « Femmes libres » sur Radio libertaire), dans nos écrits (*le Combat syndicaliste*, les tracts, les articles, le calendrier 1999 de Solidarité internationale antifasciste, consacré aux femmes en lutte dans le monde, etc.), dans notre accueil, notre soutien moral et financier à la mesure de nos moyens.

Autant que possible, la commission a le souci d'apporter un soutien matériel, ce qui fut le cas pour les ouvriers de la COMATEC en grève, à Radio libertaire en difficulté permanente avec des frais de justice exorbitants, à des organismes tels que dernièrement l'Observatoire international des prisons qui est maintenu

Toutes les femmes de la CNT sont concernées en tant que femmes et en tant qu'anarcho-syndicalistes. Tous les hommes également et de la même façon.

en vie grâce à cette solidarité...

Les soirées projection-débat ayant notamment pour sujet les *Mujeres libres*, les prostituées, le viol et les agressions sexuelles, participent de notre travail de militantes et de militants. Sont invités des associations ou des intervenants. Ces soirées donnent la parole à ceux qui ont rarement l'occasion de témoigner. Elles sont un moyen efficace d'échange d'informations et de contacts pour une meilleure communication à l'intérieur de la CNT et une indispensable ouverture vers l'extérieur. Un meeting sur le thème « Femmes et travail » est actuellement en préparation pour être organisé sur le campus Tolbiac.

Les atteintes aux droits des femmes seraient-elles aussi bien connues, exposées et défendues si cette commission de travail n'existait pas au sein de la Confédération? À l'extérieur, notre action s'ajoute à celles des autres personnes et organisations sensibilisées et s'adresse à tous.

Les atteintes aux droits des femmes doivent être considérées comme des atteintes aux droits humains tout simplement. Chaque syndicat de la Confédération devrait s'en faire un écho d'autant plus fort qu'il y a des femmes et des hommes partout.

Les droits des femmes sont ceux de tous et toutes

La « moitié du ciel »¹⁰ ne perdra jamais son souffle pour l'affirmer.

Commission Femmes de la CNT, région parisienne



1. Margaret Maruani et Chantal Nicole : *Au labeur des dames. Métiers masculins, emplois féminins*, Syros Alternatives, 1989.
2. Béatrice Majnoni d'Intignano : *Femmes si vous saviez...*, Paris, Éd. de Fallois, 1966.
3. Marie-France Hirigoyen : *le Harcèlement moral*, Paris, Éd. Syros, 1998.
4. Michelle Perrot : *les Femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, 1998.
5. Maxime du Camp (écrivain et voyageur français, a fondé *la Revue de Paris*, publia six volumes sur Paris, complétés par des chroniques sur la Commune). Extrait des *Convulsions de Paris*, 1878.
6. Marie Guillot par Slava Liszek : *De l'émancipation des femmes à celle du syndicalisme*, L'Harmattan, 1994.
7. M. Guilbert : *les Femmes et l'Organisation syndicale avant 1914*, CNRS, 1966.
8. Gilbert Badia, intervention au colloque organisé par *Choisir* les 13, 14 et 15 octobre 1983, « Féminisme et socialismes », publiée sous le titre de *Fini le féminisme ?* Gallimard, collection Idées, 1984.
9. Françoise Picq : *Libération des femmes. Les années-mouvement*, Le Seuil, 1993.
10. Métaphore employée par les Chinois pour désigner les femmes. Titre d'un livre de Claudie Broyelle, collection Femmes, Denoël-Gonthier, 1973.



Le syndicalisme italien dit « alternatif »

L'interview qui suit porte sur deux domaines de la vie italienne : l'évolution du syndicalisme alternatif d'une part, l'action du nouveau gouvernement de centre gauche d'autre part. L'interviewé, Cosimo Scarinzi, est un militant libertaire ayant fait le choix de participer activement au développement du syndicalisme alternatif dans le cadre de la CUB, et un des animateurs de la revue « Di base »¹ – qui se veut un lieu de débat entre militants libertaires des syndicats alternatifs, ouvert aux contributions de militants syndicaux de base d'obédiences diverses ou de membres de collectifs de lutte. Le lecteur français gagnera à se reporter au texte « Plexiglas », écrit par Cosimo en 1992 et traduit dans le numéro 3 des « Cahiers du cercle Berneri »², afin de mieux comprendre dans quelle réflexion d'ensemble s'inscrivent ses propos sur le syndicalisme alternatif.

1. *Di base, azione diretta per l'autoorganizzazione*, c/o Cosimo Scarinzi, via Piazzini 15, 10129 Torino.

2. Le cercle Berneri ne se réunit plus, mais l'on peut obtenir ses publications en lui écrivant à l'adresse suivante : c/o CNT, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. Le numéro 3 de ses *Cahiers* a pour thème « Les syndicats en Europe occidentale ».

Les Temps maudits. – Le syndicalisme dit « alternatif » a en Italie une bonne dizaine d'années de vie, ce qui permet de faire un premier bilan. Peux-tu nous en tracer un petit historique, en nous exposant en particulier les circonstances dans lesquelles il est né ?

Cosimo Scarinzi. – On ne peut parler du syndicalisme alternatif comme d'un phénomène consistant qu'à partir des années 90. La naissance du syndicalisme alternatif n'était jusque-là que formelle. Différentes dynamiques ont contribué à lui donner forme. La première, significative, c'est l'apparition de luttes importantes dans le secteur public, éducation et transports surtout. Dans l'éducation, ça a donné les comités de base, connus sous le nom de *cobas*, et dans les chemins de fer, ça a débouché sur la création du COMU, qui n'organise que les conducteurs, mais qui pèse d'un certain poids – il est aujourd'hui plus implanté dans le secteur que les syndicats institutionnels. Mais il existait déjà des groupes syndicaux alternatifs aux syndicats institutionnels portant le nom de Rappresentanze di Base (RdB), ainsi que l'USI, qui correspond à la CNT française et espagnole, et qui a grossi avant de connaître une crise et des divisions dans les années 90. Dans le secteur privé, il s'est formé un syndicat alternatif chez les métallos dans les années 90 : la FMLU.

Il y a donc convergence de trois dynamiques : des gens qui sortaient des syndicats traditionnels en ont rejoint d'autres qui se voulaient déjà alternatifs, et d'autres encore qui venaient des mouvements de lutte. La rencontre de ces trois démarches a débouché sur la formation, en 1991, de la CUB (Confédération unitaire de base), qui rassemble les RdB, la FMLU et quelques autres groupes – c'est actuellement le regroupement le plus important au sein du syndicalisme alternatif. Mais il existait déjà un regroupement né des comités de base de l'école, baptisé Unicobas, qui n'a pas jugé bon d'intégrer ensuite la CUB. Autour d'Alfa Romeo, s'est formé un autre regroupement du nom de SLAI-Cobas, qui en 1994-1995 a scissionné en deux groupes, l'un plus critique vis-à-vis de Refondation communiste et l'autre qui n'a pas voulu rompre avec eux et qui s'est appelé SIN-Cobas. Le SLAI-Cobas est un syndicat-parti (il a deux

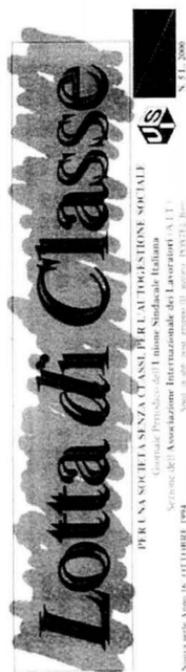
députés et touche donc de l'argent en tant qu'organisation parlementaire), il est plus gauchiste et plus politique que les SIN-Cobas, qui sont plus syndicalistes classiques.

À cela, il faut ajouter ceux qui sont sortis à gauche des syndicats autonomes (vieux syndicats corporatistes du secteur public) : quand la droite est arrivée au gouvernement en 1994, ceux-ci ont pris des positions progouvernementales, et des minorités de vieux gauchistes des années 70-80 en sont sortis pour donner naissance à la CNL. Celle-ci a un certain poids dans le secteur public à Rome.

Les T. M. – Est-ce que tu peux revenir sur les raisons qui vous ont amenés à passer d'une organisation sous forme de collectifs de lutte à une structure syndicale ?

C. S. – Jusqu'aux années 80, le discours dominant dans le secteur oppositionnel était de faire des comités de lutte sans se poser comme alternative au syndicat. On considérait alors que l'activité syndicale est par nature plutôt bureaucratique et institutionnelle. On préférerait donc laisser ça aux syndicats, et rester des avant-gardes politico-socio-syndicales faisant de l'agitation, sans se transformer en véritable organisation structurée. Mais cette attitude comportait une ambiguïté, car après les luttes de telle ou telle catégorie – car la dynamique du mouvement a bien sûr des limites temporelles – on abandonnait aux syndicats institutionnels le contrôle de la situation. C'est pourquoi l'idée a commencé à faire son chemin qu'il était nécessaire de donner naissance à quelque chose de stable et d'organisé, alternatif aux syndicats institutionnels.

À cela, il faut ajouter plusieurs éléments : 1) le fait que toutes les luttes importantes échappaient au contrôle des syndicats institutionnels ; 2) que ceux-ci soutenaient de plus en plus ouvertement le gouvernement ; 3) que la vieille idée gauchiste de faire des organisations politiques à gauche du parti communiste n'avait plus d'espace, alors qu'un espace existait pour l'activité syndicale ; 4) que la logique dite chez nous « mouvementiste » – qui considère que la seule chose à faire est de l'agitation – montrait ses limites : les comités de lutte ne rassemblaient en effet que des avant-gardes, engagées dans une dynamique d'affrontement



social fort mais sans aucune capacité à entrer en rapport avec la grande masse des travailleurs. La nécessité d'une organisation stable de type syndical a donc fini par s'affirmer. Après, savoir comment celle-ci doit être organisée, quelles doivent être ses pratiques, c'est une autre question.

Mais, à la base de cette démarche, il y avait avant tout la conviction que les syndicats institutionnels étaient une force auxiliaire du gouvernement. Il ne s'agit pas là d'une simple question théorique. Depuis des décennies, il y a des groupes qui défendent ce point de vue. Aujourd'hui, la différence, c'est que c'est devenu évident pour une grande masse de travailleurs – ceux-ci ne sont pas nécessairement sur des positions politiques radicales, mais ils ont compris que les grands syndicats sont un rouage de l'État.

Les T. M. – Dans les pratiques concrètes, qu'est-ce que recouvre la notion d'alternative syndicale?

C. S. – Il faut tenir compte du fait que les syndicats alternatifs sont implantés avant tout dans le secteur public, secteur qui avait été moins touché que le privé par les processus de restructuration industrielle, de transformation du travail, etc., et qui restait donc lié à la vieille organisation du travail. Or il subit actuellement des attaques importantes, avec l'introduction de logiques typiques du secteur privé. Exemple : dans les chemins de fer, la tendance est à une réduction de 25% des effectifs, donc les charges de travail augmentent, et il y a la privatisation en perspective. Le problème des travailleurs du secteur public, c'est, logiquement, de faire obstacle à la dégradation des conditions de travail. Et cela passe par la forme d'action classique qu'est la grève. Ça a donné des résultats : on a réussi, par exemple, à bloquer la suppression du deuxième conducteur sur les trains (alors que les syndicats institutionnels étaient d'accord pour les restructurations prévues). Dans l'éducation, on a eu un peu le même phénomène : les augmentations de salaire qui avaient été obtenues par une série de luttes ont été par la suite bloquées, et on s'est rendu compte que les agitations des années 70-80 ne suffisaient plus. On s'est alors mis à faire de l'agitation sur la question du contrat... Si l'on tient compte, en outre, du fait qu'il y a une forte

demande de défense syndicale, on peut dire que le syndicalisme alternatif fait donc avant tout du syndicalisme combatif. Des groupes se forment qui, banalement, luttent pour la défense des intérêts des travailleurs, sans avoir de liens avec l'administration. C'est ça, le plus souvent, l'espace du syndicalisme alternatif.

Dans le secteur privé, c'est en partie pareil et en partie différent. Les syndicats alternatifs sont nés dans les grandes boîtes du Nord où ils ont le soutien des travailleurs mécontents de la dégradation des conditions de travail, de leurs droits, etc., et du fait que toutes les grandes mesures de restructuration ont été entérinées par les syndicats institutionnels. Ils sont nés de la conscience que la vieille manière de fonctionner ne marche plus, et qu'il est devenu nécessaire de résister.

La pratique quotidienne du syndicalisme alternatif est difficile à décrire, car elle est en partie très banale : il s'agit de dénoncer les pratiques du patronat, de faire de l'agitation sur des problèmes locaux, d'organiser des luttes – en utilisant au besoin les moyens légaux qui existent encore – pour s'opposer à certaines opérations du patronat ou de la bureaucratie d'État, ou encore de venir en aide aux travailleurs en position de faiblesse. Vis-à-vis des travailleurs précaires, par exemple, le syndicalisme alternatif fait preuve d'un peu plus d'attention que les syndicats traditionnels, qui s'en désintéressent. Chez les travailleurs de la Sécurité sociale, par exemple, il s'est formé des coordinations de précaires qui ont trouvé chez les syndicats alternatifs plus de disponibilité à les soutenir.

Les T. M. – Quels sont les débats en cours? Quels sont en particulier les enjeux sur le problème de la représentativité?

C. S. – En Italie, le droit syndical (faire de l'affichage, des assemblées, participer aux négociations) est, dans le secteur public, soumis à des conditions toujours plus restrictives – je parle surtout de la condition quotidienne normale, car il est bien évident que dans une dynamique de lutte les espaces s'élargissent. Dans le privé, les syndicats institutionnels ont manœuvré pour conserver leur place de façon très simple : ils ont exigé qu'un tiers des représentants aux RSU soient désignés par eux – les RSU sont des sortes de conseils d'entreprise, liés à une tradition

italienne remontant aux années 70 (le nom des RSU date, lui, des années 80). Tous les travailleurs ont le droit d'élire des représentants, qui participent aux négociations d'entreprise. De peur que ces structures n'échappent à leur contrôle, les syndicats et le patronat ont dit que tout le monde peut y participer, à quelques petites conditions. Et la première de ces conditions, c'est que le tiers des délégués soient choisis par les syndicats institutionnels. Du coup, il suffit pour les confédérations d'obtenir 18 % des voix pour avoir la majorité dans les RSU, puisqu'ils ont déjà 33 % de délégués désignés par eux. De plus, l'activité contractuelle des RSU est définie par le contrat signé par les confédérations, elle est donc très réduite. Les confédérations ont, en outre, le droit d'être présentes dans les négociations et de les contrôler. Dans le secteur privé, les RSU ont donc très peu d'espace.

Dans le secteur public, les syndicats institutionnels ont renoncé à leur droit d'obtenir un tiers de représentants. Du coup, beaucoup de syndicats alternatifs ont présenté des candidats. La CUB a obtenu 4 % des voix, ce qui n'est pas rien si l'on considère qu'elle s'est présentée dans 10 % des lieux. Les autres syndicats alternatifs se sont présentés dans moins d'endroits, mais ont obtenu eux aussi de bons résultats. Sur le plan électoral, on peut donc dire que dans le secteur public, le syndicalisme alternatif a eu une certaine audience, compte tenu des conditions qui lui sont faites. Il a obtenu environ 2 000 délégués.

Les T. M. – Mais quel est l'enjeu de ces élections ?

C. S. – La possibilité pour les délégués de faire de l'activité syndicale, et de jouer un rôle dans les négociations. Si, dans une catégorie donnée, tu obtiens au moins 5 % des voix, tu peux convoquer des assemblées. Mon expérience m'amène à penser que ce qui compte c'est surtout le droit de faire des assemblées, parce que dans les négociations, si tu n'as pas le rapport de forces, tu ne peux pas faire grand-chose de plus que les syndicats institutionnels.

Les T. M. – La multiplicité des réalités syndicales alternatives s'explique-t-elle par l'atomisation du monde du travail ou correspond-elle à des divergences, d'ordre politique ou autre ?

C. S. – Souvent les copains disent qu'au niveau de l'entreprise il n'y a pas vraiment de différences entre un groupe alternatif et l'autre. Mais d'un point de vue plus général, les perspectives sont effectivement différentes. Sans compter les questions de personnalités.

Sur la question de la participation aux élections aux RSU du secteur privé, il y a eu des divergences au sein des syndicats alternatifs. La CUB, par exemple, n'a pas participé, préférant faire des collectifs syndicaux d'entreprise, qui n'ont souvent pas de droits, mais qui font de l'agitation. Parfois elle a impulsé des élections de conseils de délégués sur le principe : tous électeurs, tous éligibles (logique des représentations informelles contre les représentations officielles). Mais ça n'a été possible que dans quelques boîtes. D'autres structures comme le SLAI-Cobas sont, elles, favorables à la participation aux élections aux RSU. Il y a donc eu des polémiques.

Autres exemples de différences : le SLAI-Cobas se comporte plutôt comme un syndicat-parti, alors que dans la CUB, l'idée dominante est qu'on est un syndicat. Ou par rapport à la forme d'organisation : les SLAI-Cobas et les SIN-Cobas sont organisés sur la base de l'entreprise, la CUB de la profession. D'un côté, donc, il s'agit plutôt d'une fédération de groupes de boîte, de l'autre d'un syndicat classique. Il existe aussi des différences politiques, notamment vis-à-vis de Refondation communiste : la CUB est plus éloignée que le SIN-Cobas de Refondation, et le SLAI-Cobas est en position d'ennemi. Et puis il y a des différences d'enracinement en fonction des secteurs sociaux et géographiques, et enfin des divergences entre groupes dirigeants, qui sont un peu classiques de l'extrême gauche italienne.

Les T. M. – Ici, les formes d'organisation alternatives aux syndicats traditionnels se voient facilement reprocher leur « corporatisme » : l'incapacité à passer de la défense d'une catégorie à



une réflexion plus générale. Est-ce qu'il y a une difficulté de ce genre aussi en Italie ?

C. S. – Oui et non. En Italie, la dimension politique est parfois trop pesante, au contraire : on a des syndicalistes qui ne sont pas assez syndicalistes, paradoxalement... des copains venus de l'extrême gauche, qui sont plus aptes à une activité d'agitation qu'à une activité syndicale quotidienne. De ce point de vue, le danger c'est plus l'idéologisme que le corporatisme. Mais il est vrai que là où les structures syndicales alternatives sont fortes, le risque de « corporatisme » existe (on parle plutôt de catégorialisme en Italie, vu le poids de la tradition fasciste) : ceux qui y entrent ont parfois une idée du syndicalisme pas très différente de celle des syndicats traditionnels, et s'ils ont rompu avec eux, c'est simplement parce qu'ils sont trop éloignés des problèmes concrets, immédiats. Tu peux donc avoir les deux phénomènes : l'idéologisme et la fermeture localiste.

Mais, de mon point de vue, ce n'est pas là le premier problème. Souvent, en fait, les copains qui ont une vision plus globale des problèmes ne parviennent pas à faire de cette vision générale un patrimoine commun à l'ensemble des syndiqués. Beaucoup des actifs de mon syndicat (éducation), par exemple, ne se montrent pas tellement disponibles pour une action générale.

Le problème du corporatisme se pose, oui, dans le cas du syndicat des conducteurs de trains, qui est majoritaire dans son secteur. Bien que le groupe dirigeant soit d'extrême gauche et défende un point de vue global, la base est complètement corporatiste, elle n'est pas disposée à participer à une action générale. Paradoxalement, le problème du corporatisme pourrait donc bien se poser s'il y avait une croissance du syndicalisme alternatif.

Les T. M. – Comment, de l'Italie, vous voyez les réalités syndicales « alternatives » françaises ? Y a-t-il des similitudes, des liens possibles ?

C. S. – Je suis dans le syndicat alternatif qui fait le moins de politique étrangère, la CUB. Le SIN-Cobas ou le SLAI-Cobas s'y consacrent de plus près, mais pour nous c'est plus difficile. On a pris une initiative commune avec SUD, on a des rapports dans

le domaine des transports, mais ça nous est difficile d'entretenir des rapports plus réguliers. J'ai cru comprendre que ce qui ressemble le plus à la CUB en France, c'est SUD, ne serait-ce que parce qu'il n'a pas une identité trop forte.

Les T. M. – Est-ce que dans la CUB et les autres syndicats alternatifs il y a des permanents syndicaux ?

C. S. – Dans la CUB, oui. En réalité dans la CUB il y a deux structures différentes. Dans les Rappresentanze di Base, il y a des permanents qui sont le produit du poids d'un certain secteur de la fonction publique. Dans le secteur privé, il y a quelques permanents payés par l'organisation. Mais notre expérience nous fait dire qu'un syndicat ne peut pas exister s'il n'y a pas de permanents : il y a une telle masse de travail quotidien qu'il est indispensable d'avoir quelqu'un qui travaille pour l'organisation. Ma position personnelle, c'est que c'est un problème, mais je n'arrive pas à imaginer un syndicat sans permanents. Dans la CUB, il existe un modèle théorique qui combat les permanents, à savoir que 80 % de ceux qui font le travail de coordination doivent être à la production, et le permanent ne doit avoir qu'un rôle limité – ce serait une sorte d'employé chargé du travail bureaucratique, au sens neutre du terme. En pratique, ça ne se passe pas comme ça. Il est inévitable que la personne qui est présente tous les jours au siège finisse par avoir en main toute une série de rapports et par bien connaître les questions.

Les SIN-Cobas, eux, critiquent les permanents, mais je constate qu'à Turin, où ils ont une implantation importante (à la Fiat notamment), il y a deux personnes qui sont permanents de fait et ne sont pas à la production ; ils ne sont pas payés pour ça, mais j'ai du mal à imaginer comment ça fonctionnerait s'ils n'étaient pas là et ne consacraient pas dix heures par jour à l'organisation.

Il me semble que le problème se situe en fait en amont : est-ce qu'il peut exister une structure syndicale sans des gens qui y consacrent une bonne partie de leur vie ? S'ils doivent être payés par l'organisation, c'est une question annexe. Il existe, par exemple, des groupes où travaillent des retraités, qui ne sont pas formellement des permanents mais qui le



sont en pratique. Mon impression est qu'il est difficile d'échapper à la présence de permanents, payés ou pas : le travail syndical est tellement exigeant au quotidien qu'il est impossible de se passer de militants réguliers.

Les T. M. – Pour revenir aux liens avec les syndicats français...

C. S. – Dire que la CUB est probablement plus proche de SUD n'empêche pas d'envisager un point de vue plus large. Si un processus d'unification du syndicalisme alternatif devait finir par s'imposer en Italie (et il y a plusieurs indices qui permettent de le penser), on pourrait, il me semble, imaginer un processus semblable à l'échelle européenne. Le problème n'est pas tellement de trouver un interlocuteur, mais de favoriser un processus plus large où les différentes organisations syndicales qui existent sur des positions critiques puissent dépasser leurs limites. Je sais qu'en France la CNT est une réalité importante, sûrement bien plus importante que son équivalent italien, car elle a une implantation sociale et une vivacité militante bien supérieures.

J'espère qu'il y aura moyen de créer des liens entre les différents regroupements de travailleurs venus d'histoires différentes et sur des références idéologiques différentes. Un des aspects intéressants du syndicalisme alternatif italien, c'est en fait la diversité de formation et de position politique de ses militants qui en fait un lieu où les positions peuvent se confronter sur des bases concrètes. Le même critère pourrait bien fonctionner dans les rapports internationaux.

Il est évident que, l'année prochaine, il faudra faire un effort pour arriver à une coordination au moins européenne entre syndicats alternatifs. Et l'échange d'expériences peut aider à élargir notre vision des choses. Des rapports de ce type peuvent aussi favoriser l'autonomie du syndicalisme alternatif. En Italie, c'est le premier problème, à mon avis, car le risque d'une alliance avec la gauche parlementaire persiste, surtout si celle-ci devait adopter des positions oppositionnelles. L'idée d'une autonomie plus ample du syndicalisme alternatif pourrait donc être renforcée par la création de liens internationaux, car ceux-ci peuvent aider à se sentir plus forts.

Les T. M. – Que peut-on dire aujourd’hui du rôle du gouvernement de gauche en Italie? Pourquoi a-t-il fini par arriver au pouvoir, quelle est sa fonction et quelle a été son action jusqu’à présent?

C. S. – D’abord, il est bon de rappeler que s’il y a un gouvernement de gauche en Italie, c’est seulement parce que la droite est divisée. C’est la division entre la Ligue du Nord et la droite « nationale » qui a permis la victoire de la gauche (l’alliance de centre gauche n’a obtenu que 42% des voix). Et puis un gouvernement de gauche est peut-être le mieux placé actuellement pour faire une politique de droite, comme l’a dit ironiquement Agnelli au moment de la victoire de la gauche aux élections de 1996. Ce qu’on appelle la droite en Italie, ce sont les héritiers du vieux régime démocrate-chrétien et socialiste, un régime qui, du point de vue des capitalistes, était devenu insupportable : c’était une couche de parasites qu’il fallait nettoyer, ou au moins réduire, car elle coûtait très cher tout en étant inefficace. Le vieux parti communiste transformé en parti socialiste de droite, lui, est devenu un bon interlocuteur pour les capitalistes.

Les T. M. – L’équivalent du parti socialiste ici?

C. S. – Oui, mais en plus droitier. L’écroulement de l’Union soviétique auquel ils ont assisté, ils l’ont analysé comme une occasion d’arriver au gouvernement. La menace de l’Union soviétique disparaissant, ils ont estimé qu’il fallait désormais se présenter comme un parti démocrate, occidental... Ils sont donc un peu libéraux en économie et staliniens dans la tête...

La gauche s’est en fait présentée comme la force capable de faire un certain nombre d’opérations. Elle s’est alliée à la gauche sociale démocrate-chrétienne (faible mais essentielle pour obtenir la majorité parlementaire) et à d’autres groupes que l’on peut définir comme des mercenaires. Le gouvernement italien est, disent certains, un gouvernement de gauche-centre-droite (il y a des hommes de droite déclarés au gouvernement, tels Cossiga, Di Pietro ou Dini). Une « gauche », donc, arrivée au pouvoir grâce aux contradictions de la droite, qui entretient de bons rapports avec le patronat en dépit de moments de tension, et qui a pour objectif déclaré de faire de l’Italie un pays capitaliste



« normal ». La première étape étant de faire l'Europe. Ce qui suppose, bien sûr, des « sacrifices ». C'est un discours qui a bien fonctionné, ils en ont fait un peu un mythe.

Pour réduire la dette de l'État, ils ont donc réduit les dépenses sociales et augmenté les impôts. Puis ils ont privatisé, ce que la droite était incapable de faire – et même, à y regarder de plus près, n'avait pas envie de faire.

Les T. M. – Pourquoi ?

C. S. – La droite italienne, c'est la vieille mafia démocrate-chrétienne. Elle tient un discours officiellement libéral, mais en pratique elle est faite de deux courants : d'un côté, les vieux fascistes, qui sont étatistes, de l'autre, les vieux démocrates-chrétiens et socialistes recyclés. S'il existe des forces étatistes en Italie, ce sont eux, c'est la clientèle démocrate-chrétienne. Quand ils étaient au gouvernement, ils n'ont fait aucune privatisation. Les vieux communistes, eux, sont des gens durs : « On a passé un accord avec le patronat, il faut le respecter... Le patronat ne nous attaque pas, et nous, on lui donne ce qu'il veut sur le plan économique. »

Les privatisations ont un autre avantage : elles permettent de sauver la situation économique en renflouant le budget. Mais il faut aussi rappeler que la gauche représente un pan de l'économie, avec les coopératives. Et quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ceux qui bénéficient des privatisations, ce sont les amis du gouvernement et les secteurs économiques contrôlés par la gauche. La Ligue des coopératives (contrôlée par le PDS), par exemple, est entrée dans le gigantesque marché du TGV italien. Dans les aéroports, on a donné du travail aux coopératives au nom de la décentralisation du travail. Ou encore prenons l'exemple des boîtes de travail intérimaire : c'est la gauche qui, l'année dernière, a pris les mesures pour les légaliser ; or l'une des plus importantes boîtes d'intérim a été montée par les syndicats. La logique de la gauche, en somme, c'est d'accepter un certain libéralisme économique tout en participant au processus par le biais de structures économiques parallèles.

La façon dont ils ont traité la question de la modernisation du capitalisme italien correspond à mon avis à une conception

déjà présente dans le vieux parti communiste : l'idée des forces productives – le patron qui développe l'économie, les honnêtes travailleurs – s'opposant aux forces parasites. Le gouvernement de la gauche, d'un point de vue idéologique, c'est ça.

Les T. M. – Est-ce que cette idéologie a un écho dans la population ?

C. S. – Oui, le bon peuple de la gauche y croit. Il y a bien sûr aussi un aspect matériel qui compte, à savoir la baisse décisive de l'inflation. L'Italie a vécu des inflations de l'ordre de 20 % dans les années 70, puis de 10 % ; aujourd'hui, elle est retombée à 1,5 %... Mais dans les régions rouges, l'idée qu'il faut être sérieux, efficace, ça fonctionne. Pourtant, j'ai l'impression qu'ils ne disposent pas d'un consensus énorme, car il y a des secteurs qui en pâttissent, notamment certains secteurs de la petite-bourgeoisie. On observe, par ailleurs, une chute de la participation politique classique (on est passé de 90 % de participation électorale en moyenne à 70 % aujourd'hui). Mais la gauche se présente comme une gauche libérale, moderne, soutenue par les syndicats, qui gère une modernisation, qui a de bons rapports avec le Vatican et le patronat. Une gauche crédible, sérieuse, en somme. Comme elle bénéficie en outre de la division de la droite, ça devrait tenir.

Sur le plan social, ça a eu pour effet de bloquer les conflits. Car la base de consensus de la majorité gouvernementale, ça reste quand même le travailleur salarié. Refondation communiste a par ailleurs joué un jeu compliqué : elle a soutenu le gouvernement sur la base d'un accord de désistement, qui a permis aux majoritaires d'avoir des députés, mais la politique gouvernementale lui a posé des problèmes qui ont conduit à sa récente scission (la majorité a créé le Parti des communistes italiens et est restée dans la majorité gouvernementale, et Refondation communiste court maintenant le risque de devenir un parti extraparlémentaire).

Le phénomène intéressant de ce gouvernement de gauche, c'est donc essentiellement cette capacité à se maintenir au pouvoir sur la base d'une alliance complexe – bourgeoisie d'État (la gauche démocrate-chrétienne), appareil des syndicats, appareil



administratif des régions rouges – avec une forte capacité de médiation. Mais encore une fois, c'est la division de la droite qui les sert. Le poids de la Ligue du Nord (20% des voix dans le Nord, 30% dans les Alpes), qui traduit la révolte des petits patrons contre le fisc, contre le libéralisme..., est dramatique pour la droite. Entre eux et la base de la droite nationale genre Forza Italia ou Alleanza nazionale, il y a une vraie contradiction d'intérêts.

Les T. M. – Quelle a été la politique mise en œuvre dans le monde du travail ?

C. S. – Les grandes manœuvres de réduction des salaires ont en fait précédé l'arrivée de la gauche au gouvernement. Elles ont été faites par les gouvernements financiers, dits « techniques » (Dini en 1995), qui ont mené une politique horrible en la matière. La gauche, elle, s'est chargée de réduire les retraites, puis a bloqué la situation. Sur le marché du travail, elle fait des opérations démagogiques d'ordre tactique : elle a inventé les LSU (travaux socialement utiles), qui sont une forme déguisée de salaire social, et favorisé des « contrats de zone » (zones franches) – sans grands résultats; le maire de Naples, Bassolino, qui est devenu ministre du Travail, a signé un accord accordant de l'argent public aux boîtes s'engageant à investir et à embaucher (façon détournée de réduire le coût du travail). Toute une série d'opérations, donc, qui sont faites avant tout pour des questions d'image, pour permettre au gouvernement d'afficher une politique de lutte contre le chômage. Le gouvernement a aussi légalisé l'intérim et encouragé la régularisation du travail au noir dans l'agriculture du Sud, l'idée étant qu'il faut flexibiliser le marché du travail pour créer du travail...

Propos recueillis par Nicole T.



À propos du fascisme

*Il me semble utile de donner des impressions,
de les confronter aux théories officielles
et de trouver une synthèse pratique*

Le fascisme vécu

J'AI BIEN connu de l'intérieur deux régimes apparemment différents : l'Espagne franquiste des années 60 et la Bulgarie marxiste-léniniste des années 60-89.

La comparaison s'est imposée, entre autres choses, par la similitude de la peur des citoyens « normaux », c'est-à-dire non engagés dans une opposition directe ¹, et par l'importance des plaisanteries contre le régime comme défoulement dans l'intimité (leur colportage en public entraînant quelques années de prison). J'ai même entendu des blagues presque identiques :

« J'ai un problème : j'ai quatre protégés à faire entrer en faculté et je n'ai que trois places, dit l'huile du PC (ou de la Phalange). »
« Franco (ou Todor Jivkov) est mort, personne n'en veut dans le pays, ni ailleurs, sauf en Palestine. Le problème est que si on l'y enterre, il va ressusciter. »

Le cadre suivant me semble définir les deux régimes :

– *un moule identique* englobait, d'une part, la Patrie et le Parti qui dénoncent comme traître et impur le « fasciste » (souvent religieux, bien sûr) ; de l'autre, la Patrie et le Mouvement (encadrant la religion) repoussant le « rouge » (de plus athée, bien entendu) ;

– *des limites angoissantes* étaient incarnées par les deux polices, officielle et secrète (avec une troisième en Bulgarie, la DS, Deurjavna Sigournost), la censure sévère et constante dans tous les média et les bibliothèques (le passé est castré), et le souvenir de la répression (les camps et quelques arrestations récentes). Le système éducatif (de la maternelle à l'université) se chargeait d'imposer un savoir orienté et laveur de cerveau, doublé par les informations tronquées des média; il existait en Bulgarie un embrigadement presque totalitaire² de la jeunesse (de six à dix-huit ans, plus long pour les étudiants). Enfin le Mouvement englobait tous les acteurs de la production (du balayeur aux actionnaires) et leur imposait la célébration des fêtes du régime (la confession de Pâques supposait un coup de tampon du cureton pour paiement de la journée). Le syndicat bulgare représentait tous les travailleurs (du balayeur au directeur nommé par le Comité central) et tous participaient aux fêtes du régime (la présence dans la délégation de l'entreprise au Premier Mai était contrôlée par un coup de tampon pour paiement de la journée, mais comme il était donné en début de parcours, beaucoup s'éclipsaient rapidement³);

– *des sensations gratifiantes* étaient données par les fêtes religieuses locales offertes par le régime, et l'imbrication des saisons des corridas et des matchs de football et la liberté de célébrer publiquement et avec de bonnes libations les grands moments ressentis. Il y avait la joie de recevoir un fanion du Parti, une prime, pour un rendement supérieur; l'enthousiasme à l'occasion d'une nouvelle victoire des équipes sportives (football, basket masculin et féminin), des lutteurs et des haltérophiles et de certains athlètes. Et puis, on se sentait bien mieux économiquement que les sous-citoyens que sont les Gitans et, de l'autre côté, on était satisfaits de ne pas être tziganes, turcs ou pomatsi⁴.

Le fascisme lu

La définition du fascisme varie suivant l'étiquette de l'auteur. L'historien capitaliste éliminera tout rapport avec son idéal et fera du fascisme un système imposé par une violence proche de l'irrationalisme. Le marxiste-léniniste en fera une émanation du

grand capital. Le libertaire un mélange des deux, impensable dans son milieu.

Objectivement, Mussolini est l'inventeur d'une théorie des « fascii » ou groupes obéissant aveuglément à un Chef pour restaurer la grandeur du pays, symbolisé par l'armée et l'industrie. Ces trois éléments – discipline de bas en haut incarnée par un homme idole, commandant les forces armées et policières et imposant un grand projet fédérateur, constructif et parfaitement adapté aux capitalistes de son pays – sont indissociables et imités par Hitler, Franco, Perón, Pétain, etc. Dans le cas allemand, l'aspect raciste engendrant les chambres à gaz découle logiquement du nationalisme inhérent aux idées fondatrices de Mussolini ⁵. La fusion grand capital-fascisme a été soigneusement gommée par les régimes de type capitaliste démocratique ayant succédé aux fascismes.

Dans le cas du marxisme-léninisme, si les deux premiers éléments constitutifs sont indéniablement présents, ainsi que le plan économique amenant indéfectiblement au socialisme, on ne peut que conclure que le grand capital correspond aux complexes économiques créés par le Parti. Du reste, on retrouve l'utilisation des prisonniers politiques comme main-d'œuvre esclave et gratuite, avec plus de rationalité que dans le nazisme. En effet, elle n'est pas gazée et, même libérée, cette main-d'œuvre est, dans la plupart des cas, si marquée ⁶ politiquement qu'elle demeure dans les mêmes situations de travail, mais avec un certain salaire, au lieu de la gratuité.

L'anarchosindicalisme peut-il tomber dans le fascisme? Le grand plan économique pourrait être la reconstruction sociale, les forces armées et le charisme d'un homme seraient peut-être représentés par l'organisation syndicale. Tout cela à condition que la base ne puisse plus s'exprimer, ce qui fut visiblement la volonté de nombreux dirigeants de la CNT-FAI en Espagne de 1936 à 1939. Cela explique bien des déviations autoritaires de l'exil espagnol en France, et des attitudes d'une violence inouïe dans les années 90 en France et en Espagne.

Pour une synthèse

Le fascisme, à mon avis, consiste en la fusion inséparable de trois éléments (hiérarchie intouchable imposant ses diktats, violence organisée militairement, vision économique implacable pour le pays excluant les étrangers ou certaines ethnies, que l'on retrouve aussi bien à droite qu'à gauche). Cette exclusion fondée sur le nationalisme engendre des sous-citoyens, voire des sous-hommes, durant des générations, qu'il faut écarter des citoyens purs. En ce sens, le fascisme est un retour aux castes. Le marxisme-léninisme effectue la même réduction médiévale par des classes sociales définies fort confusément et selon les intérêts de dirigeants eux-mêmes d'origines fort peu prolétariennes⁷. Cela explique la facilité avec laquelle des marxistes-léninistes deviennent d'extrême droite pour conserver leur pouvoir (Tudjman, Milosévitch, Jirinovski et Lebed pour le présent)⁸.

Le fascisme, quelle que soit l'étiquette dont il s'affuble, exclut majoritairement la discussion avec les organes de base, l'autonomie tactique accordée aux sections de base, la possibilité de révocation par la base des dirigeants, la non-existence de l'obéissance à la sauce militaire, la solidarité vis-à-vis des salariés exploités hors du pays, la possibilité de collectifs économiques s'organisant librement et fondant progressivement une stratégie économique.

L'absence d'un des éléments précités dans une organisation non fasciste est un signe inquiétant dont il faut discuter et qu'il faut dénoncer. Évidemment, l'autoritarisme et la violence, le jésuitisme, le mensonge, la démagogie, la corruption, le machisme font partie des conditions du fascisme, mais il vaut mieux utiliser le mot dans une situation précise en expliquant en quoi elle nous semble l'être.

FRANK MINTZ

1. Dans une dictature, toute personne qui n'est pas idéologiquement identifiée au pouvoir lui est forcément opposée.

2. On pouvait le refuser, mais on était sûr que l'enfant échouerait dans ses études et serait marginalisé par ses camarades.

3. C'était particulièrement frappant le 1^{er} mai 1967 dès 10 heures du matin dans le quartier ouvrier de Nadejda à Sofia.
4. Les trois minorités (à 90% musulmanes) qui forment 10% de la population.
5. Les vexations mussoliniennes contre les ethnies non italiennes (albanaise, française, grecque) comme les changements obligatoires de noms de famille, l'interdiction de parler et de pratiquer les coutumes ont été innombrables. Le sort de la minorité allemande s'améliora après les contacts entre Hitler et Mussolini, d'abord prêts à se déclarer la guerre en 1934. L'application des mesures antisémites de type hitlérien, vers 1941, entraîna l'expulsion d'un certain nombre de juifs fascistes.
6. Le rejet des personnes opposées au parti par les membres de leur famille était un rite public.
7. Ossovski Stanislaw (sociologue polonais interdit sous le régime fasciste puis vite écarté dans la phase marxiste-léniniste, publié dans la période de Gomulka) explique fort bien ces contradictions à travers Marx et Lénine (absence de définition systématique – position économique, liens psychologiques – opposition classe et strate d'Engels, cécité face aux réalités soviétiques) dans *Struttura di classe e coscienza sociale* Turin, 1966.
8. Il est évident que, pour le passé, Doriot est un exemple magnifique, ainsi que de nombreux ex-nazis devenus bons communistes en RDA. Il faut ajouter à ces retournements le cas des sionistes hystériques qui proposèrent une alliance aux nazis contre les Anglais vers 1942, et qui aujourd'hui ont adopté en toute quiétude les poncifs fascistes pour exploiter les Palestiniens. À aucun moment (sauf erreur de ma part), les kibbutzim n'ont été ouverts aux Palestiniens, frères de misère des juifs.

Annexe I

L'essence du fascisme

Luce Fabbri, anarchiste qui vécut petite fille les débuts du fascisme en Italie, l'évoque ainsi dans une contribution universitaire « *El fascismo, definición e historia* » (1965) :

« Il n'y a dans le fascisme qu'un vitalisme assez vague (la vie n'est pas une théorie) qui finit par devenir, au niveau journalistique, un « fait de l'histoire » qui n'est que la divinisation du fait accompli. Un parti militairement organisé, qui n'a pas de programme, mais des mythes, n'est et ne peut être qu'un instrument de pouvoir. »

Luce Fabbri donne deux citations d'un fasciste faisant l'histoire¹ de son mouvement :

« [Le Chef] entretenait chez les adeptes la psychologie militaire... Au lieu de discussion : croire, combattre, obéir. Il propagait autour de lui une sorte d'intolérance, presque de mépris, pour les hommes trop savants, trop intelligents. » « Le fascisme est la plus formidable création d'une volonté de pouvoir individuelle et nationale. »

Et Luce Fabbri précise que

« les fascistes eux-mêmes, en prenant le pouvoir en 1922 en Italie, au nom de leur anti-socialisme authentique, se sentirent les porteparole du capital et de l'entreprise privée. Ils profitaient ainsi, au service de leur cause partisane, de la grande puissance que la réaction anti-socialiste du capitalisme italien mettait entre leurs mains. »

Elle conclut que, dans le cas de l'Italie et dans celui de l'Allemagne, il y eut le même phénomène :

« la volonté de pouvoir des forces sociales qui avaient dominé pendant longtemps et qui se sentaient menacées de mort. »

Cette union représente la droite – des religieux et des aristocrates aux patrons des petites et des grandes entreprises – aux intérêts économiques et aux désirs parfois divergents, mais qui, face au socialisme, trouvent une « harmonie » dans un pouvoir « totalitaire » (la formule est de Mussolini) qui rétablit la domination. Loin d'être le grand capital, le fascisme est le maintien au pouvoir des propriétaires traditionnels. C'est pourquoi le Portugal de Salazar, l'Espagne de Franco, plus tard l'Argentine

de Perón et l'Allemagne de Hitler représentent le même encadrement des travailleurs hors des idées « pernicieuses et subversives » du socialisme. Ce recours mafieux aux nervis organisés, que Mussolini a parfaitement organisés, on peut le distinguer dans les moments critiques de certains États : l'Italie des années 70 (avec les groupes fascistes terroristes), la Russie des années 90 (avec Jirinovski et Lebed). Le renouveau de l'extrême droite en France, en Allemagne et en Autriche correspond davantage à une défense de certaines couches de droite mises en difficultés par la concurrence d'autres secteurs de droite (comme le poujadisme de 1950). Il n'en est pas moins dangereux parce qu'il évoque un fouillis de réminiscences mythiques fondées sur la force brute. Par cela, il suit la voie mussolinienne du mythe ¹ qui entraîne les esprits peu formés, comme auparavant la religion (et comme par hasard la curaille de droite foisonne dans le FN). Cette croissance civique et syndicale risque d'émasculer pour pas mal d'années la résistance des salariés.

Alexandre Adler donne une vision actuelle proche de celles de Fabbri et de Koestler :

« Le Pen a cette folie de ne pas croire au verdict de l'histoire, et par-delà les discours conscients des forces conservatrices qui ont adhéré à la nouvelle réalité de l'après-guerre, Le Pen rend cette folie active et efficace, au moins pendant un temps; il ne parle aux Français que de leur désir, jamais du réel : du désir extrémiste d'une partie des clercs, des fantasmes corporatifs de professions en déclin, de l'ivresse sécuritaire de pauvres hères menacés, et même, de plus en plus, de la détestation des juifs modernes et modernisateurs qui court comme un tremblement, devenu indicible, du corps social.² »

On peut remarquer que le fascisme n'est nullement limité à l'Europe. L'ancêtre idéologique du FIS, Malek Bennabi, se présente comme rationaliste et nationaliste.

« Son nationalisme est lui aussi atypique, plus proche du nationalisme de l'extrême droite française que du nationalisme plébéen algérien. Ses sympathies pour le national-socialisme nazi sont affichées. En 1943, il est membre du Conseil communal vichyste de Dreux. C'est par une adhésion minimale qu'il soutient le FLN pendant la Guerre de libération nationale, marquant ainsi ses réticences

à l'égard de l'idéologie populiste du FLN et à l'égard des mouvements de masses. [...] »

« Le paradigme bennabien de « l'homme, le sol et le temps » est au cœur de la philosophie des « trois forces primordiales » de Taine : la race, le milieu et le moment. Ces thèmes anthropologiques énoncés par Taine entre 1850 et 1863 deviendront les thèmes du racisme et, après le premier tiers du XX^e siècle, les références fondamentales de l'idéologie fasciste et du racisme institutionnalisé et planifié. [...] »

La doctrine du FIS qui apparaît dans son acte fondateur présenté par Abassi Madani le 26 mars 1990 – trois semaines après son officialisation – indique son identité dans les trois termes de son sigle. Il est « front », dit A. Madani, parce qu'il affronte.

« C'est le front du peuple algérien avec toutes ses couches et sur son vaste territoire [...]. Il réalise l'unité des intérêts, des positions et de l'accord... c'est l'unité du destin commun. »³

On retrouve la même confusion idéologique et l'appel mythique à la violence purificatrice que dans les autres mouvements d'extrême droite. Il s'agit d'arriver au pouvoir en s'appuyant sur tous les mécontentements. Et c'est en cela que le fascisme est pervers et qu'il faut l'aborder également par des points de vue différents.

1. Volpe Giacchino : Histoire du mouvement fasciste, Rome, 1934.

2. « Le caractère mythologique du fascisme n'a jamais été contesté par ses initiateurs. L'opium fut ouvertement administré aux masses par les chefs. Les archétypes du sang et du sol, du surhomme vainqueur du dragon, les divinités du Walhalla et les pouvoirs sataniques des juifs ont été systématiquement mobilisés au service de la nation. La moitié du génie de Hitler fut d'avoir frappé juste sur les cordes de l'inconscient. L'autre moitié fut son éclectisme vigilant, son flair pour découvrir les méthodes ultramodernes d'économie, d'architecture, de technique, de propagande et de guerre. Le secret du fascisme est bien dans le retour aux croyances archaïques dans un cadre ultramoderne. » Koestler Arthur « Anatomie d'un mythe » (X-44) in le Yogi et le Commissaire (Londres X-1944), Paris, 1946, p.178. Hitler fut ainsi porté au pouvoir par la nostalgie anti-capitaliste de la classe moyenne allemande appauvrie; Koestler Arthur « La fin d'une illusion » (X-44), op. cit., p. 322.

3. Éclairer sans brûler. Salon du livre antifasciste, Gardanne, novembre 1997, p. 13.

Annexe II

Fascisme et syndicalisme

Si le schéma classique est celui du refus de la lutte de classes, considérée comme un embryon de guerre civile entre patriotes alors qu'il faut serrer les rangs contre les étrangers, avec un syndicat unique de tous les producteurs (du PDG au balayeur) disciplinés et obéissants, trépignant d'impatience pour exécuter les ordres du Chef, il existe des vellétés de critique du capitalisme. On l'a vu avec les fascistes italiens (Annexe IV) en 1919, vite jeté aux oubliettes. De plus, les cadres ouvriers sont vite écartés des postes supérieurs. La description qui suit le montre pour le nazisme. Il en allait de même en URSS où les intellectuels étaient majoritaires dans les rouages du Parti par rapport aux ouvriers et aux paysans et cela dès le départ du régime.

« Parti des travailleurs de la main et de l'esprit, ne cessaient de répéter les slogans : donc parti ouvert à tous, offrant des tâches gratifiantes aux dévoués et des postes confortables aux compétents, annihilant les distinctions de classe et de culture. Qu'en était-il dans la réalité quotidienne? Juste au-dessus de la base, les chefs d'îlots (plusieurs centaines de mille) restaient bénévoles et continuaient leur activité professionnelle; mais déjà cette tâche d'encadrement leur donnait un sentiment de supériorité sur le voisinage, particulièrement affiché chez les chefs paysans de villages, et qui se traduisait souvent – pas toujours – par des dénonciations à la Gestapo [...]. Si l'on ajoute les employés et cadres techniques des bureaux du parti, les bureaucrates des organisations annexes, lobbies professionnels, SA, Front du travail (40 000 permanents à lui tout seul), etc., on arrive à un total de plusieurs centaines de milliers de personnes, le plus souvent masculines. »

« Or l'analyse des fichiers du parti montre que l'accès à cette hiérarchie était loin d'obéir aux seuls critères officiels du mérite. D'ailleurs, sur la définition même de ce mérite, les doctrines divergeaient de nouveau : certains chefs privilégiaient les qualités de meneurs d'hommes, ce qui avantageait d'une part les vieux combattants (entrés au parti avant 1933), et d'autre part les jeunes qui avaient fait leurs preuves dans la Jeunesse hitlérienne. D'autres, face

à la complexité croissante des tâches administratives, préféraient faire appel à des gens compétents, c'est-à-dire cultivés. Finalement, prévalut l'exigence de bonne gestion : les militants d'origine populaire, déjà sous-représentés au premier niveau des permanents, occupaient une place de plus en plus restreinte au fur et à mesure qu'on gravissait les échelons, au profit des originaires des classes moyennes et même (comme en témoigne le pourcentage croissant) des bacheliers supérieures.¹ »

Au départ, les fascistes cherchent à se gagner des poires avec des analyses vaseuses, en voici un bon exemple de l'été 98 sur Internet.

« APPEL A LA LUTTE SOCIALE N R !

« Notre Socialisme n'est pas de ce socialisme apatride qui fait le bonheur des bien-pensants et autres humanistes de salon. Notre Socialisme est un socialisme de libération nationale et populaire donnant le droit à chacun de disposer d'un travail selon ses propres aptitudes intellectuelles et manuelles. Un véritable socialisme communautaire! Si aujourd'hui, la lutte des classes est plus que toujours indispensable, demain celle-ci se devra de disparaître définitivement. Construire une société sans classes est l'aboutissement de tout vrai socialiste. Nous devons, pour cela, éradiquer le capitalisme et engager la construction d'une société abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais où sont, à l'heure actuelle, ces fameux socialistes révolutionnaires prêts à descendre dans la rue pour renverser la société capitaliste?

« Dans les rangs de la CGT, CFDT, FO et consorts. Peut-être, si demain des milliers de militants syndicalistes encartés dans ces structures « collaboratrices » se tournaient vers l'avenir social du nationalisme-révolutionnaire. Plutôt que de se laisser manipuler par des centrales assujetties au système capitaliste, en se trémoussant dans les rues pour réclamer son pain quotidien, le salarié se doit d'être combatif face à l'exclusion de la masse dirigeante des patrons. Rappelez-vous, Camarades, que la Bastille ne fut prise que par les armes et non avec des fleurs. La révolution, c'est l'explosion des privilèges.

« En un mot : la prise de conscience du peuple souverain. Et cette prise de conscience passe par l'instauration d'un socialisme authentique et démocratique en rupture totale avec le capitalisme et les régimes bureaucratiques. Le socialisme communautaire auquel nous aspirons se devra de rassembler chaque travailleur dans un même idéal commun : la force de la nation. Spéculeur et exploiteur seront de fait éliminés de la vie sociale. Camarades syndicalistes, rejoignez la RÉSISTANCE SOCIALE ET RÉVOLUTIONNAIRE! Faites partager vos aspirations les plus légitimes, en œuvrant dès à présent pour l'avenir de vos enfants! Ne soyez pas de ces « moutons » des bureaucraties syndicales, devenez SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES!

« Votre travail vous appartient! »

« Rejoignez la RÉSISTANCE! 2 »

1. *L'Histoire*, n° 218, février 1998, pp. 47-48.

2. Contact : Mémoire ouvrière, Europa MBE-188, Paris.



Annexe III

Fascisme et marxisme-léninisme

La similitude entre l'URSS et l'Italie apparut rapidement, indépendamment des liens économiques¹. Ainsi remarqua-t-on, en 1934, la publication d'un curieux livre de Renzo Bertoni, *Il trionfo del fascismo nel l'URSS*². L'auteur, après avoir fait en 1931 sa thèse sur un sujet similaire, séjourna un an en URSS. Dans son livre, il constate l'identité globale des deux systèmes « ennemis des principes libéraux démocratiques »³ ; il en souligne aussi les différences :

« Le bolchevisme, pour surmonter les contradictions du vieux monde, a détruit les forces d'opposition pour niveler par la base. Le fascisme a contraint ces forces à collaborer pour arriver à un nivellement par le haut.⁴ »

Et Bertoni, qui mettait en évidence le terrorisme du régime bolchevique, prédisait :

« Même si ce régime dure en la personne de Staline, on peut considérer comme sûr, en particulier en ce qui concerne l'organisation de la production et la réglementation des rapports entre les classes, un abandon définitif de la doctrine marxiste et une grande présence (« attuazione ») des principes fascistes. ⁵ »

La répression brutale des soulèvements des travailleurs, que Lénine avait brillamment commencée fin 1917 avec la création de la Tchèque, tant dans les colonies (Berlin Est 1954, et un long etc.) qu'en URSS (1944, 1962), donne raison à Renzo Bertoni. L'introduction des valeurs capitalistes, en URSS comme en Chine et ex-colonies, comme critère du marché (consommation lente mais continue, divinisation du dollar) ont permis le passage presque immédiat des managers du marxisme-léninisme réel (avec compte en banque en Suisse) aux requins et grands propriétaires capitalistes. Dans les zones non délimitées par des accords en coulisses, les pogroms et les guerres nationalistes renforcent le pouvoir d'ex-apparatchiks (Elt sine, Chebernadze, Tadjman, Milosevic). C'est exactement ce que font les grandes puissances en Afrique. La propagande occidentale s'est gaussée de l'absence de marché, et des erreurs technologiques (Tcher-

nobil). Grossière erreur : les grandes entreprises, en particulier l'appareil militaire, vendaient bien et ont su s'adapter à l'aérospatial civil ; les insuffisances technologiques occidentales dans le domaine du nucléaire me semblent globalement identiques dans le long terme. Ces similitudes et les accords économiques entre marxisme-léninisme, capitalisme et fascisme étaient clairs dès les années 20 avec la NEP.

« Dans la pratique, dans le fond, et non pas selon la presse officielle, les utopies, ou les connaissances méthodologiques, le régime de la dictature soviétique est le capitalisme. [...] La caractéristique fondamentale du capitalisme – l'antagonisme entre les formes et les rapports sociaux – n'est effacée que formellement, par les décrets juridiques. Cet antagonisme dans les faits existe et il développe profondément et sûrement l'esprit de rébellion. L'esclavage dans le travail, la suppression, dans la fonction de travailleur et d'employé, de l'individu en tant que personnalité, l'extension du rôle exploiteur de l'État, l'augmentation du chômage, l'impossibilité caractérisée pour les masses travailleuses de défendre leurs intérêts quand ils sont menacés par les directives du pouvoir, la transformation des syndicats en perroquets impuissants du parti, les sanctions impitoyables contre les individus qui protestent, l'accroissement monstrueux des forces de répression, l'éducation offerte aux groupes de parasites et de privilégiés, qui ont uniquement une fonction de surveillance et de contrôle, telles sont les caractéristiques principales du système étatique et capitaliste soviétique. »

« Seuls les philistins et les fanatiques peuvent voir dans la forme soviétique de salariat l'émancipation des travailleurs. Ce que nous venons de dire des ouvriers s'applique également aux paysans... »

« La violence vis-à-vis du prolétariat dans toutes ces formes, en commençant par les exécutions et en finissant par le travail obligatoire, est, quelque paradoxal que cela puisse paraître, la méthode pour former l'humanité communiste à partir des individus issus de l'époque capitaliste. ⁶ »

En 1940, l'analyse d'un anarchiste était la suivante :

« Un individualisme agressif prend la place de la responsabilité morale, et d'une attitude responsable envers le travail, la propriété et l'opinion publique, envers l'individu en soi, envers le sens de la

dignité et la valeur de la vie. La fierté et la dignité humaines sont devenues des qualités rares. Le mépris sape les derniers restes du respect de la vie d'autrui. L'amitié est souillée par le sang et la trahison, elle en devient un sujet d'angoisse et de doute. »

« La crainte engendre la loyauté envers les supérieurs, une infinité de flatteries et de louanges du Chef, de l'Homme Bon, Joseph Ier. La corruption morale atteint son sommet dans les manifestations publiques bruyantes et hypocrites d'approbation des crimes et des assassinats du chef. Promouvoir la corruption, telle est le devoir de chaque citoyen soviétique, quels que soient son âge, son sexe et son statut. ⁷ »

1. La revue de Fiat, *Bianco e Rosso*, annonçait en 1930 que la firme équipait une usine à Moscou, ce qui représentait la contribution de FIAT à l'industrialisation soviétique.

2. Rome, Angelo Signorelli, 1934, XII, 158 p. Titre indiqué par Agourski dans « I nuovi padroni », *Antistato*, 1978, colloque tenu par les libertaires du centre d'études Giuseppe Pinelli.

3. *Op. cit.*, souligné par l'auteur, p.147.

4. *Op. cit.*, p.157.

5. *Op. cit.*, p.144. Extrait de l'introduction d'Israël Renof (= F. Mintz) à Togliatti « Appel aux fascistes », Nautilus, 1982.

6. Chapitre III : « Le bolchevisme, théorie et pratique de la révolution bolchevique », tiré de *la Dictature bolchevique vue par les anarchistes : dix ans de pouvoir bolchevique* (en russe), Paris, 1928, 141 p.; édition de l'organisation des anarcho-communistes russes Delo Truda et de la Fédération des groupes anarcho-communistes d'Amérique du Nord et du Canada.

7. Maximoff Gregory Petrovich : *The guillotine at work (the leninist counter-revolution)*, Édition Chicago, 1940, réédition de Cienfuegos Press, 1979, p. 332.

Annexe IV

Fascisme, syndicalisme révolutionnaire et anarchosyndicalisme

Actuellement, les membres du FN ne manquent pas à la CGT et à la CFDT du sud de la France. S'il n'y a pas de positionnement clair contre le FN de ces syndicats, c'est soit qu'ils craignent de perdre des adhérents soit qu'ils n'ont pas de vision claire du fascisme.

Et justement le point de départ du fascisme peut apparaître ouvrier avec Mussolini – ex-traducteur de Kropotkine et ex-secrétaire national du PS – et les accords de San Sepolcro à Milan. On y lit en mars 1919 (trois ans avant la prise du pouvoir) : « Proclamation de la République italienne » (Jamais faite). « Décentralisation du pouvoir exécutif, administration autonome des régions et des communes, confiées aux organes législatifs respectifs » (Rigolade, ce fut le pouvoir du Chef « Il Duce »). « Souveraineté du peuple, par l'exercice du suffrage universel, vote des femmes, garantie de l'initiative du peuple, de référendum et de veto » (Esbroufe). « Expulsion de la bureaucratie irresponsable et réorganisation complète des organes administratifs de l'État » (Nouvelle bureaucratie de nantis du parti) [...]. « Abolition de la police politique et formation d'une garde civique communale et nationale » (Dans la réalité, l'OVRA sera la Gestapo de Mussolini, avec le flicage et les assassinats dans le pays et à l'étranger). « Magistrature élue, indépendante du pouvoir exécutif » (Mensonge). « Abolition de tous les titres de caste, de noblesse et de tout ordre de chevalerie » (Reconstitution d'une hiérarchie fasciste). « Abolition de la conscription obligatoire, désarmement général, interdiction de la fabrication de toute arme de guerre, liberté d'opinion, de conscience, de religion, d'association, de presse, de propagande, d'agitation, de l'individu et de la collectivité » (Jamais faite) ¹.

Si on exclut les juifs, les rouges et « autre pourriture » de la société, elle est « libre ». Comme dans l'Athènes de Socrate, tous participent à la vie démocratique, sauf les métèques, les femmes et les esclaves. Il faut donc faire admettre aux syndicalistes la

nécessité d'une société de citoyens et de sous-hommes. La Nation est la solution de Mussolini, la race aryenne celle de Hitler. Et cela marche et ils ne manquent pas les syndicalistes dits révolutionnaires² que l'on retrouve dans des rangs élevés des appareils fascistes : D'Aragona en Italie, au début du régime de Mussolini, bien des syndicalistes révolutionnaires en France avec Pétain³, Fornells (ex-trentiste, devenu phalangiste) dès 1939, Melís (ex et pseudo-cénéteste devenu mouchard de la police) de 1941 à son assassinat (trop tardif à mon avis) en 1947, dans l'Espagne de Franco.

On peut nuancer un peu en établissant trois catégories :

– Ceux qui sont devenus fascistes pour avoir plus de pouvoir qu'ils n'en avaient dans des organes qui ignoraient, ou presque (pour l'USI et la CNT), la rotation des tâches (D'Aragona, Fornells) ;

– Ceux qui ont agi par peur puis par bassesse (Melís) ;

– Ceux qui ont été convaincus de la nécessité d'un pacte entre patrons et ouvriers, comme moralement Abad de Santillán et pratiquement Juan López – ex-trentiste – (tous deux ex-ministres de la CNT) dans les années 60, et aussi un groupe qui alla jusqu'à signer au nom de la CNT un accord avec la Phalange⁴. On peut signaler au passage qu'un des fondateurs du PC espagnol – Oscar Pérez Solís – passa bien avant à l'extrême droite, pour les mêmes raisons.

À tous ces renégats, on peut opposer des dizaines de milliers de syndiqués et de responsables syndicaux révolutionnaires et anarchosyndicalistes qui n'ont jamais fléchi face au fascisme. L'exemple sûrement le plus remarquable est celui de Juan Peiró – ex-trentiste lui aussi, ouvrier verrier, fondateur d'une coopérative ouvrière et ex ministre de la CNT. Livré par Pétain à Franco en 1940, il refusa un poste de dirigeant syndical phalangiste et préféra être fusillé comme cénéteste.

La position qui m'intéresse est celle des militants qui ont défendu les régimes capitalistes occidentaux, tout en restant fidèles à l'anarchosyndicalisme. Deux facteurs me semblent fondamentaux dans le revirement mental de leaders comme Rüdiger, Leval, Juan López – ex-trentiste et ex-ministre – et

Abad de Santillán – ex-ministre : l’omniprésence des communistes dans les syndicats et la facilité (apparente si l’on oublie l’exploitation du tiers monde) des capitalistes des nations industrialisées à accorder des avantages sociaux (congrés payés, sécurité sociale), en particulier avec l’État providence. Indépendamment du fait que le libéralisme actuel ravage ces acquis, même dans les années 50-70 un brin d’observation myope dans n’importe quelle rue d’Amérique latine, d’Afrique et d’Asie aurait montré que la misère, que ces camarades connaissaient bien, était plus que présente pour des millions d’individus, face aux couches minoritaires aux revenus très élevés. Autrement dit, les avantages sociaux des prolétaires des pays riches étaient (et sont) compensés par l’exploitation des frères des pays pauvres. Kropotkine avait même écrit en 1919 :

« À mesure que les travailleurs commencent à participer à la gestion politique, la contagion de l’impérialisme de conquête les gagne aussi.⁵ »

Il y a donc eu (franc-maçonnerie, position de permanents syndicaux et aveuglement aidant) volonté de s’en remettre à la hiérarchie capitaliste en faisant passer des vessies rassises pour des lanternes lumineuses.

1. Zangrandi Ruggero : *Il lungo viaggio attraverso el fascismo*, Feltrinelli, 1962, p. 438.

2. *L’Encyclopédie Universalis* consacre une quarantaine de lignes à Edmondo Rossoni, qui passa de l’anarchisme au nationalisme (en 1913) puis au syndicalisme mussolinien. Non cité par Ruggero Zangrandi, cité par C. Berneri dans *Pietrogrado 1917*, p. 148

3. Le sujet semble encore tabou parce que peu de « grands » militants syndicalistes révolutionnaires et anarchosyndicalistes français auraient échappé à l’embrigadement dans le syndicalisme pétainiste (le prétexte, plus ou moins acceptable, étant de sauver des camarades en ayant une responsabilité limitée dans l’appareil fasciste). Dans *Révoltes logiques*, n° 4, 1977, J. Rancière cite les vétérans Georges Dumoulin, Georges Yvetot et des ex-anarchistes, communistes et socialistes.

4. Accord CNT-CNS (Confederación Nacional Sindicalista) de 1965. Cet accord était agité comme épouvantail durant la reconstitution de la CNT en Espagne pour désigner de pseudo-enemis de la Confédération.

5. Post-face à *Paroles d’un révolté*, 5 décembre 1919, repris dans *Pierre Kropotkine, Œuvres*, Maspéro, 1976, p. 365.

Annexe V

Étrangers, syndicalisme et FN

La Première Guerre mondiale a vu le syndicalisme français et allemand à prétention socialiste, tout comme le syndicalisme révolutionnaire d'une partie des dirigeants de la CGT, sombrer dans le nationalisme. Le sursaut de fraternisation de soldats allemands et français, en 1917, contre les boucheries inutiles semble une réaction spontanée, indépendante des faibles mouvements dénonçant la guerre capitaliste.

Le mouvement marxiste-léniniste en France a été incapable de méditer cet exemple. La politique du PC envers les étrangers a été jésuitique (et les différentes fractions de la même idéologie ont été identiques). Si une connaissance certaine des différentes situations des étrangers en France est indéniable, leur approche s'est faite en privilégiant les sentiments nationalistes français. La situation réelle des travailleurs et de certains militants du parti limogés ou liquidés en URSS, puis dans ses colonies, a été censurée. L'action antinazie des militants communistes juifs en France a été passée sous silence. Les répressions, dès 1945, dans les colonies françaises, puis l'intervention militaire en Algérie, ont été soit approuvées soit tardivement critiquées.

Cette absence d'internationalisme dans le militantisme quotidien explique les dérives des années 80 (affiche sur les étrangers qui « détruisent nos usines », bulldozer municipal démolissant un foyer pour émigrés dans un fief PC de Saint-Denis), sans parler de la mairie de Saint-Ouen en août 1998.

Ces banalités étant dites, sommes-nous prêts à affronter le problème au quotidien ?

Lorsqu'il y avait des travailleurs français et étrangers bossant ensemble, mille détails de la vie quotidienne leur permettaient d'établir une complicité contre l'exploitation et d'arriver à échanger. La séparation actuelle de fait entre activités pour Français et activités pour étrangers rend cette possibilité très aléatoire. Dans ces conditions, notre éducation patriotarde tend à prendre le dessus : « Pourquoi ces mecs causent tout le temps en baragouin en me regardant ? » « Qu'est-ce que c'est que cette

mangeaille qu'ils font? » « J'inviterais bien le méqueton/la nénéte tout(e) jaune ou tout(e) noir(e), mais il/elle est presque toujours accompagné (e) » « À quoi ça rime de péter les trucs utiles de l'immeuble, de pisser et de cracher partout, ils font ça dans leurs piaules? »

Il faut bien comprendre que les étrangers qui osent partir de chez eux sont forcément plus entreprenants et aussi plus astucieux et plus durs. Certains sont les premiers à rouler et exploiter leurs compatriotes, ou à s'intégrer en laissant tomber leurs « pays » (qu'ils considèrent globalement médiocres, ce qui parfois est assez exact).

En fait, si on gardait en mémoire l'exode rural des Français au XIX^e siècle, on rencontrerait bien des analogies avec la situation actuelle. Les groupes de marginaux formés de Bretons, d'Auvergnats, etc., ne parlant que leur langue, toujours en groupe, prêts à la bagarre avec de grands surins, mangeant des trucs pas courants et peu ragoûtants, ne se mariant qu'entre eux.

C'est en connaissant les différentes ethnies à travers des associations de soutien, de fêtes, qu'on distingue leurs multiples différences internes, qu'on peut arriver à proposer des actions syndicales et civiques intéressant la majorité, ce qui rejette les asociaux, les sectaires, quelles que soient leur couleur de peau et leur origine, qui s'isolent naturellement. Si on les attaquait directement, ils utiliseraient la solidarité du groupe pour faire passer leur débilité politique.

Comme presque plus rien n'a été fait à gauche sur ce plan, cette absence a servi le FN. Sa force est de donner une explication socio-politique claire à un malaise quotidien réel, à un phénomène individuel, intime. Le racisme est parfois plus fort chez certains individus que la connaissance du nazisme et des couches sociales votant pour le FN. Ainsi certains syndicalistes et militants de gauche, face à des contradictions qu'ils ne maîtrisent pas, finissent par basculer dans le syndicalisme de type FN. Ils ne voient plus les jeunes « Françousses » pétant les trucs utiles de l'immeuble, pissant et crachant partout (sauf dans leurs piaules), il n'y a plus que des métèques, dont l'expulsion serait la panacée à tous les problèmes.

le musée du soir

Revue internationale de Littérature Ouvrière

sommaire

(CONTACTS)		
René BONNET	Pour que vive la littérature ouvrière	1
(DOCUMENTS)		
René BERTELOOT	Quinze francs le sac	5
Constant MALVA	Misères de notre hiver	11
Zdzisław GORNIK	Choses quotidiennes	15
Louis LANCIZELLE	Un visage parmi tant d'autres	16
(ART ET POÉSIE)		
Michel RAGON	A propos de l'Art actuel	18
André VEREECKE	Donnons la parole à l'artiste	20
Francis ANDRÉ	Pourquoi ?	22
Jean-Barnard WILDOR	Humanité	24
Madeleine BICHARD	La petite servante	25
(LES HOMMAGES ET LEURS ŒUVRES)		
Jean PRUGNOT	Lucien Bourgeois et l'«Ascension»	26
	Une thèse de doctorat	30
	A propos des écrivains païssants	31

N° 1 octobre 1957 3^e série

Couverture du *Musée du soir*,
n° 1, octobre 1957, 3^e série.

9^e Année Nouvelle Série N° 1

LE MUSÉE DU SOIR

REVUE INTERNATIONALE DE LITTÉRATURE PROLÉTAIRIENNE

SOMMAIRE

POÈMES	C'est à dire	1
Jules Mougin	Cartes postales	2
Francis André	Il y avait des bonifs	3
Marius Neques	Guy Sabatier	5
Guy Sabatier	L'Ami	5
Guy Sabatier	Le Héris	7
TEXTES ET RECITS		
Lucien Lantier	Travail dans la mine	8
Vital Broutout	Jeu de messaire	12
ÉTUDES ET TMOIGNAGES		
Joseph Billas	Les porteurs et la lecture	16
Dani Berthelot	De Mossanen à Caffrogne	21
Pierre Pétissier	Max universels	24
PAGES RETROUVÉES		
Dani Berthelot	Georges Minot	27
Georges Minot	Pour d'anciens compagnons	28
REVUE CRITIQUE		
Trojan Lignel	Niveau de lecture	30

1

TRIMESTRIEL — OCTOBRE-DECEMBRE 1966
CE NUMÉRO : DEUX FRANCS CINQUANTE

Couverture du *Musée du soir*,
n° 1, octobre-décembre 1966.
Nouvelle série.

Littérature prolétarienne

L'itinéraire du « Musée du soir »

DANS *le Combat syndicaliste* de juillet-août 1998, je soulignais la nécessité, pour une confédération syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste, de se préoccuper de ce courant littéraire connu sous le nom de « littérature prolétarienne », courant dont Henri Poulaille fut l'une des figures les plus éminentes.

Notre combat syndical, nos aspirations autogestionnaires ne sauraient demeurer indifférents à cette pratique qui conduisit des ouvriers, des paysans, des employés à s'appropriier l'acte d'écriture. Ces témoignages constituent l'affirmation d'une réalité de classe et, en même temps, la conquête d'une dignité sociale. Le courant syndicaliste révolutionnaire partage avec ces auteurs un itinéraire commun, entretient avec eux une proximité de combat, même si les armes diffèrent. L'expression ouvrière sur le plan culturel se réalise ici sans aucune médiation. Le roman est avant tout un témoignage sur une situation de classe. Selon Benigno Caceres : « À travers les métiers, les régions, les différences de tempéraments et d'idées politiques, nous retrouvons toujours la même condition ouvrière commune. » Cette absence de médiation, cette expression autonome intermédiaire est le pendant littéraire de l'action directe comme moyen collectif de lutte dans la démarche

anarchosyndicaliste. Nous sommes en présence de deux affirmations similaires : le refus commun de la délégation de pouvoir. La littérature prolétarienne et le refus de la littérature populiste, cette confiscation de la réalité populaire par des écrivains bourgeois ou petits-bourgeois qui font œuvre romanesque sur le dos du peuple. Cette affirmation est l'écho culturel de la démarche anarchosyndicaliste révolutionnaire qui conteste la délégation politique à des parlementaires bourgeois qui font carrière sur le dos du même peuple. L'itinéraire de Marcel Martinet est celui qui illustre sans doute le mieux cette problématique commune : écrivain, poète, il demeurera toujours étroitement lié au groupe de *la Révolution prolétarienne*.

Dans le premier texte des *Temps maudits*, consacré à la littérature prolétarienne, nous avons choisi une double approche. D'une part, nous présentons l'expression d'un groupe de mineurs du nord de la France qui a publié, dans les années 50, *le Musée du soir*, « revue littéraire et culturelle d'expression ouvrière et paysanne ». Par ailleurs, nous ferons revivre, à travers l'autobiographie d'Eugène Adam (Lanti), les réactions d'un jeune ouvrier plongé dans la vie politique et syndicale d'avant 1914.

Le Musée du soir, titre choisi en hommage à Poulaille, se présente comme une « revue internationale de littérature ouvrière ». Le numéro d'octobre 1957 voit figurer au sommaire les signatures de René Bonnet, René Berteloot, Constant Macua, Regata Gornik, Lous Lanoizelée, Michel Ragon, Armand Vereecke, Francis André, Jean-Bernard Valdorr, Madeleine Biefnot, Jean Prugnot. Ayant récemment retrouvé la trace de la revue du mineur, qui écrivait sous le pseudonyme de « Gornik » [mineur en polonais et en russe], j'ai pu, par son intermédiaire, renouer le contact avec René Berteloot, un des animateurs du *Musée du soir*, qui réside aujourd'hui à Saint-Étienne. Le texte relatant l'histoire de cette revue que nous publions ici est de sa plume.

DARTHEZ



Le Musée du soir

« *Revue de littérature prolétarienne* »

CRÉÉ ET ANIMÉ avant-guerre par Henry Poulaille et René Bonnet, « le Musée du soir » joua un rôle culturel important, proposant aux travailleurs de se retrouver après le travail dans une salle de la rue Fessard pour y emprunter des livres, assister à des causeries ou des expositions, ou simplement rencontrer des copains qui avaient écrit ou éprouvaient le besoin d'exprimer ce qu'ils pensaient de leur travail ou de la société dans laquelle ils vivaient.

C'est en souvenir de cette extraordinaire réalisation que fut fondée la revue titrée *le Musée du soir*. Notamment animée par le bouquiniste Louis Lanoizelée, avec le concours de René Bonnet et d'autres passionnés de la littérature prolétarienne, cette modeste mais courageuse publication n'édita qu'un seul numéro. Le nerf de la guerre a toujours failli aux bonnes volontés dont l'ambition était de permettre au peuple de s'exprimer par lui-même.

Sous forme de bulletin ronéoté, un mineur belge, Hector Clara (lui-même auteur de pages très belles et empreintes de beaucoup de sentiment) assura quelque temps la continuité du titre. Puis le bulletin devenant *R'saix R'vit* prit une orientation plus régionaliste.

En ce temps, un groupe d'ouvriers de la région du Nord – pour la plupart mineurs de fond (dont I. Gornik, mon frère Paul et moi) – publiaient *Par le livre et la plume*, dont l'objectif rejoignait celui du *Musée du soir*.

Et naquit la troisième série du *Musée du soir*. Gornik, Constant Malva, mon frère Paul et moi en assurions l'animation. Les copies de cette revue de présentation très modeste étaient obtenues sur nardigraphe, les originaux étant établis à la main. Puis, un jour, notre ami Lanoizelée nous permit de faire l'acquisition d'une presse à éprouves. Nous pouvions alors proposer à nos lecteurs des pages typographiées.

Il m'est impossible d'évoquer cette époque du tirage sur presse à main, sans émotion. Les frères Berteloot imprimant dans leur chambre, et y composant à la main, avec des caractères aux polices parfois incomplètes. Mais ce sont des souvenirs qui n'ont de valeur que personnelle, sentimentale. Nous louâmes ensuite un local, où nous disposâmes d'un matériel mécanisé.

Le tirage du *Musée du soir* n'excéda jamais que quelques milliers d'exemplaires, même aux heures les plus belles. Nos moyens ne nous permettant pas de risquer la diffusion en kiosque, nous ne comptions et ne pouvions compter que sur nos seuls abonnés. Il va sans dire que nous les mettions souvent à contribution financière, car l'équilibre budgétaire de notre revue relevait de la plus folle gageure, d'autant plus que nous étions fermement opposés à toute forme de publicité dans nos pages. La sortie de chaque numéro constituait un défi aux lois de la gestion. Faut-il dire les sacrifices discrets et constants que se sont imposés les frères imprimeurs pour régler les factures du papier et des diverses autres fournitures?

Ce qui nous unissait dans notre équipe était ce même idéal, dans lequel nous avions tous une foi inébranlable ; et que nous croyons avoir servi tant que nous l'avons pu. Nous tenions par-dessus tout à l'indépendance du *Musée du soir*. Nous en étions fiers, et la disions bien haut, la défendant farouchement. La revue n'a jamais été à vendre ni à louer. Aucun parti politique, aucune organisation n'a jamais pu l'influencer, encore moins l'accaparer. Ce qui n'a pourtant jamais empêché les ouvriers ou les paysans de confessions différentes et d'opinions les plus diverses de s'y exprimer librement, chacun respectant la pensée d'autrui sans avoir à renier la sienne. C'est dans la stricte application de cette règle que nous a aidés un jésuite, le père Paul Feller, lequel

annonçant la couleur a toujours joué franc jeu, et n'a jamais été investi d'aucune responsabilité dans la publication du *Musée du soir*. Ce point est important, je tiens à le souligner. Je le dois à la vérité, comme je dois à la vérité de dire combien la documentation qu'il avait réunie nous a été précieuse, et combien il nous a aidés à faire en sorte que les ouvriers et paysans se connaissent et se rencontrent.

Il va sans dire que nous n'avons jamais demandé un liard à qui que ce soit pour publier ses écrits, et que personne n'a jamais perçu un liard pour avoir collaboré au *Musée du soir*. Nous étions intraitables sur ce point : l'authenticité sociale. C'est-à-dire que seuls les auteurs ouvriers ou paysans, écrivant sur leur condition, témoignant, pouvaient figurer parmi nos collaborateurs. Nous n'avons jamais dérogé à cette règle. Le nombre de signatures de nos différents sommaires, de Malva à Noguès, de Cluzel à Gornik, de Ligneul à Lanoizelée, de Bonnet à Poulaille, ou de Sabatier à tant et tant d'autres suffirait à prouver, si cela était nécessaire, que la littérature d'expression ouvrière et paysanne existait bien, que si ses auteurs étaient trop souvent méconnus, tout simplement, nous entendions bien réparer cette injustice.

Il ne nous suffisait pas, pour accomplir ce que nous considérons comme notre mission, de faire connaître les auteurs issus du peuple. Nous voulions encourager ceux qui, ayant à dire, manquaient cependant de métier (ce qui n'est pas un reproche) pour produire les écrits valables dont ils portaient en eux les idées. En nous efforçant de ne pas froisser la susceptibilité de ceux qui s'adressaient à nous, nous cherchions à les conseiller, et non à les flatter : nous leur aurions rendu alors un bien mauvais service. De même, recourant souvent à la documentation unique du père Feller (dont nous avons assuré la publication de son répertoire : *Nécessité, Adolescence et Poésie*), nous avons tenté, en insérant de « bonnes pages » de montrer au peuple qu'il disposait d'un patrimoine littéraire et culturel incomparable. Qu'on en juge, par exemple, par les très nombreux auteurs du seul XIX^e siècle!

Le Musée du soir organisa deux rencontres (le terme est plus exact que celui d'assemblée générale ou de congrès). La première

à Paris, la seconde à Lille. Ce fut la plus importante, la plus marquante, et certainement celle qui contribua le plus efficacement à faire se découvrir ou se mieux connaître les collaborateurs et amis du *Musée du soir*. Une troisième rencontre devait se tenir à Commeny. Elle fut annulée pour des raisons matérielles.

De difficulté en difficulté, nous dûmes nous rendre à la terrible évidence. Nous ne pouvions plus « tenir ». La troisième série du *Musée du soir* se termina par deux numéros doubles, et expira en 1969.

Avant de terminer, je voudrais rappeler qu'en plus de ses livraisons ordinaires régulières, le *Musée du soir* a publié en fascicules *Nécessité, Adolescence et Poésie* de Paul Feller et des cahiers spéciaux : *Hommage à Paul Colinet*, de Constant Malva, une *Bibliographie des ouvrages consacrés à la mine et aux mineurs*, de Hem Day (en plus d'un numéro spécial sur *les Mineurs*) et une plaquette de poèmes de Marius Noguès : *Du pain et des roses*, illustrée de bois originaux de P. A. Gallien.

René Berteloot

Bois gravé de G. Delatousche
le *Musée du soir*, n° 1, 1966



Bibliographie

Constant Malva : *Choses et Gens de la bure et du Borinage*, 75 F.

Constant Malva : *Un mineur vous parle*, 51 F.

Marcel Martinet : *les Temps maudits*, 25 F.

Marcel Martinet : *Culture prolétarienne*, 25 F.

Marcel Martinet : *Hommes*, 30 F.

Marcel Martinet : *Correspondance croisée*, 60 F.

Ludovic Massé et Marius Noguès : *Grand Guignol à la campagne*, 51 F.

Marius Noguès : *Petites Chroniques de la boue*, 60 F.

Marius Noguès : *Contes de ma lampe à pétrole*, 45 F.

Lucien Bourgeois : *l'Ascension*, 45 F.

Philippe Bouquet : *l'Écrivain et la Société*, 90 F.

Philippe Bouquet : *la Bêche et la Plume, histoire du roman prolétarien suédois*, 78 F.

Philippe Bouquet : *Un matin de novembre* (la Bêche et la Plume, II), 65 F.

Folke Friedel : *Une semaine de péché*, 60 F.

Josef Kjellgren, : *Je suis des milliers*, 45 F.

Neel Doff : *Contes farouches*, 60 F.

Jules Mougín : *Usines*, 42 F.

Raymond Ceuppens : *le Retour du vivant*, 60 F.

Henry Poulaille : *Nouvel Âge littéraire*, 120 F.

Colloque « Marcel Martinet », Dijon, 1981, 60 F.

Philippe Geneste : *Visages de la littérature prolétarienne contemporaine*.

Plein Chant, cahiers trimestriels de littérature :

– hiver 1979, *Ouvriers poètes du XIX^e siècle par eux-mêmes et leurs contemporains*. Eugène Pottier inédit, *Chroniques et anachroniques*, 36 F.

– hiver 1980, *Quelques écrivains du peuple, II* (P. Hamp, G. Couté, M. Audoux, L. Nazzi, M. Wullens, N. Doff, V. Serge, P. Istrati), 36 F.

Plein Chant, « cahiers poétiques, littéraires et champêtres » :

– n° 26, printemps 1975, « Marcel Martinet », 30 F.

– n° 39-40, automne-hiver 1978, *Sur les chantiers de la poésie*, 30 F.

Cahiers Henry Poulaille :

- n° 1, 90 F;
- n° 2-3, 160 F,
- n° 4-5, 160 F,
- n° 6, 120 F,
- n° 7, 120 F.

Ouvrages d'ouvriers et de paysans
disponibles auprès du service « librairie » CNT-95

Écrire : CNT-PTT 95,
BP 56 - 95602 Eaubonne Cedex
(ajouter 10% pour frais de port)
Chèque à l'ordre de CNT-SL-95.



Bois gravé de G. Delatousche
le Musée du soir, n° 1, 1966



Christian Cornélissen **1864-1943**

« Dans le journalisme d'avant-garde et dans les réunions publiques de Paris, c'est une physionomie sympathique entre toutes, que celle de Christian Cornélissen. C'est un exilé volontaire parmi nous.

Ce n'est pas que son pays natal, la Hollande, l'ait persécuté. Mais Cornélissen a aimé dans Paris et dans la France la tradition d'un grand pays habitué à la liberté totale, la grande fermentation d'idées, l'outillage scientifique nécessaire à son activité infatigable; et, de Paris, il évangélisait encore la Hollande. »

C'EST AVEC CES PAROLES que Charles Andler, ami de Cornélissen, commençait la « Préface » d'une brochure du publiciste hollandais parue en 1915.¹ Deux ans auparavant, Cornélissen avait été le principal organisateur du Congrès de Londres (1913), congrès fondateur d'une Internationale syndicaliste révolutionnaire à tendance antimilitariste. En sa qualité de rédacteur et d'éditeur du *Bulletin international du mouvement syndicaliste* depuis le Congrès

anarchiste international d'Amsterdam de 1907, Cornélissen peut être considéré comme la cheville ouvrière du syndicalisme révolutionnaire international d'avant la Première Guerre mondiale.² Le Congrès d'Amsterdam, à l'origine de ce mouvement sur le plan organisationnel, fut essentiellement son œuvre. Mais c'est bien plus tôt qu'on peut noter maintes manifestations de notre militant ascétique sur la scène mondiale du mouvement ouvrier.

La première de ces manifestations date de 1891, avec sa participation au Congrès de Bruxelles de la Seconde Internationale. Cornélissen avait alors vingt-sept ans. Il était instituteur dans une école primaire liée par contrat à l'école normale de Middelbourg, capitale de la province de Zélande. En raison de sa délicate situation d'employé de l'État et de socialiste de tendance révolutionnaire, il assistait anonymement au congrès. Depuis plusieurs années, Cornélissen écrivait dans la presse socialiste de Zélande et dans *Recht voor Allen* (*Droit pour tous*), le périodique officiel de la « Sociaal-Democratische Bond », la Fédération social-démocrate des Pays-Bas, comme correspondant zélandais, sous le pseudonyme de « Clemens »³.

Notre Clemens, qui assistait au Congrès de Bruxelles en qualité d'envoyé spécial de *Recht voor Allen*, était aussi muni d'un mandat de l'Union syndicale des cheminots hollandais. Pour préparer ce congrès, il s'était rendu à Paris pendant ses vacances d'été et y avait rencontré des militants anarchistes et allemanistes. Leur collaboration aboutit à la rédaction d'une motion antimilitariste soutenue par l'extrême gauche au Congrès de Bruxelles, qui fut présentée par Domela Nieuwenhuis, le dirigeant du mouvement socialiste hollandais. Dans son autobiographie, Cornélissen évoque les circonstances qui poussèrent le groupe de militants à rédiger cette fameuse motion, qui contenait l'idée d'une grève générale contre la guerre.

En décembre 1891, au Congrès annuel de la Fédération social-démocrate (la SDB), il quittait l'anonymat et était officiellement nommé rédacteur de *Recht voor Allen* aux côtés de Domela Nieuwenhuis. De plus, il devenait membre du comité central et responsable du secrétariat international de la SDB,

fédération qui fut jusqu'en 1894 l'organisation socialiste unitaire du mouvement ouvrier hollandais. Ces deux congrès tenus en 1891, l'un national et l'autre international, marquèrent le début d'une intense activité qu'il poursuivra jusqu'à sa mort en 1943. Les idées fondamentales qu'il présenta sur la scène nationale et internationale sont essentielles pour comprendre les cinquante et une années de sa vie de militant et de théoricien.

Sur ce point, on remarque d'emblée la formulation précoce d'un credo syndicaliste. Avant de le nommer rédacteur à *Recht voor Allen*, Domela Nieuwenhuis lui demanda d'exprimer ses convictions politiques. Dans une lettre que l'on peut dater de novembre 1891, Cornélissen répond sur la question du syndicalisme. Pour lui, les syndicats « forment les germes de la société nouvelle », et les grèves « sont le rude apprentissage des ouvriers »⁴. Il se montre ouvriériste, opposé à toute participation aux institutions de la société bourgeoise. Le parti socialiste, avant-garde du prolétariat, doit, selon lui, garder sa pureté et se fonder sur les principes de la démocratie directe avec un minimum de centralisme et de pouvoir des dirigeants. La participation aux élections n'a qu'une utilité limitée, celles-ci étant considérées comme un moyen de propagande pour la future démocratie directe. Les intellectuels doivent servir la classe ouvrière dans le parti, mais sans jouer de rôle dans les syndicats⁵. L'ensemble de ses convictions présente de nombreux points communs avec l'allemanisme français de l'époque, mais il s'agit plus d'une simultanéité de vues que d'une influence.

Ce qui est remarquable, dans la formation de son idéologie, c'est la prépondérance de la théorie. Au cours des premières années de sa carrière d'instituteur, dans une petite ville du Brabant dépourvue de tout mouvement ouvrier, Cornélissen avait lu les auteurs utopistes, Marx, Engels et la presse socialiste allemande. Il s'était formé intellectuellement, mais ce n'est qu'après son déménagement en Zélande en 1888 qu'il commença à militer dans le mouvement socialiste. L'inspiration principale de ses idées venait indubitablement de Karl Marx. En 1891, Cornélissen prépara la première traduction hollandaise du *Manifeste communiste*⁶ et publia une défense des principes

marxistes contre les attaques de l'extrême gauche, y exprimant un dévouement total à la cause ouvrière et une interprétation strictement économique de la lutte des classes⁷.

Sur le plan national, son activité syndicaliste atteignit son apogée en 1893, quand fut créé, sur son initiative, le *Nationaal Arbeids-Secretariaat* (NAS, secrétariat national du travail), la CGT hollandaise. Cornélissen avait été chargé de mettre en application la motion adoptée au cours du congrès international de Bruxelles de 1891, qui portait sur la mise en place de secrétariats nationaux de syndicats. L'organisation du NAS ressemblait fortement à la CGT des années 1900, mais eu égard à l'ensemble des idées, c'est plutôt la Fédération des Bourses du travail qu'on doit considérer comme l'équivalent français du NAS. Sur ce point, Christian Cornélissen était l'homologue hollandais de Fernand Pelloutier, qui venait, comme beaucoup de militants syndicalistes révolutionnaires, de l'anarchisme.

Ces deux protagonistes du syndicalisme, Cornélissen et Pelloutier, s'étaient rencontrés en 1893 à l'occasion du Congrès de Zurich de la Seconde Internationale. Ils se lièrent d'amitié pendant les sessions du congrès officiel et de la conférence parallèle, organisée par les anarchistes expulsés et leurs sympathisants (les socialistes révolutionnaires comme Cornélissen), et au cours d'une excursion dans les montagnes suisses. L'hypothèse selon laquelle l'idée d'une Internationale révolutionnaire aurait été conçue pendant cette promenade en montagne est séduisante. En tout cas, il est certain qu'ils partageaient un fort ressentiment à l'égard des socialistes allemands, de leurs méthodes autoritaires et de leur subordination de la lutte économique à la lutte politique⁸.

Ils constituèrent ensemble un groupe de militants antiautoritaires qui devait, à l'occasion du prochain congrès international prévu à Londres en 1896, riposter à l'expulsion probable des anarchistes. Cornélissen élaborait un texte, intitulé *le Communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des socialistes révolutionnaires et des communistes anarchistes*⁹. Cette brochure peut être considérée comme un des textes fondamentaux du syndicalisme international et comme le

véritable programme d'activité de Cornélissen sur la scène internationale jusqu'au Congrès syndicaliste de Londres de 1913 au cours duquel, finalement, les efforts pour créer une organisation internationale connurent un certain succès. Mais la Grande Guerre allait tout remettre en cause.

Auparavant, Cornélissen avait essuyé un échec en Hollande. Depuis 1894, il existait un nouveau parti socialiste parlementaire, le SDAP, dirigé par Troelstra, son rival, tandis que l'ancienne SDB, appelée depuis 1892 Socialistenbond (SB, Fédération socialiste), était en décomposition. Comme en France, la question du parlementarisme était au centre de cette crise. Le leader de la SDB, Domela Nieuwenhuis, évoluait vers l'anarchisme et se méfiait de toute organisation permanente. Il finit par quitter cette Fédération socialiste au Congrès de Noël de 1897. Cornélissen ne voulait pas s'opposer à lui en le remplaçant à la tête de la Fédération. En outre, leurs relations étaient devenues très tendues à cause d'une relation amoureuse entre Cornélissen et la fille de Domela¹⁰.

Dans de telles circonstances, Cornélissen décida de quitter les Pays-Bas après avoir refusé un poste de permanent au NAS, poste dont l'acceptation aurait été contraire à ses convictions ouvriéristes. Au printemps 1898, il s'installait à Paris où, après quelques mois d'apprentissage de peintre décorateur, il s'établit définitivement comme journaliste, organisateur du syndicalisme international et, bien qu'autodidacte, comme théoricien de l'économie politique.

Cependant, comme le disait Charles Andler en 1915, « de Paris, il évangélisait encore la Hollande ». Il était correspondant du *Volksblad*, le quotidien de tendance syndicaliste révolutionnaire et collaborait aux périodiques anarchistes. Par ailleurs, il était au cœur des tentatives visant à fédérer les socialistes de tendance antiparlementaire et les communistes anarchistes hollandais. Dans les milieux libertaires et syndicalistes, la version hollandaise de *En marche vers la société nouvelle* – livre de référence du syndicalisme révolutionnaire – reçut un accueil favorable, tout comme sa petite brochure sur l'action directe parue en 1904¹¹. Cependant, au cours de la décennie précédant la

Grande Guerre, l'importance du syndicalisme révolutionnaire et du mouvement libertaire en Hollande allait décliner en faveur du Parti socialiste (SDAP) de Troelstra et de la réformiste Confédération néerlandaise des syndicats (Nederlandsch Verbond van Vakverenigen), fondée en 1905. Chez les dirigeants du socialisme parlementaire et du syndicalisme réformiste, les « modernes », Cornélissen passait néanmoins pour un ennemi redoutable parmi les « anciens », les socialistes révolutionnaires.

Le ralliement de Cornélissen à la cause des Alliés en 1914 l'isola des libertaires et des syndicalistes en Hollande, qui restèrent, presque sans exception, antimilitaristes et souvent pacifistes. Après la guerre, il reprit contact avec les organisations syndicalistes révolutionnaires et écrivit de temps à autre dans des périodiques de ce courant très minoritaire. Ce fut à la demande des syndicalistes hollandais, de Max Nettlau – l'Hérodote de l'anarchie – et de l'IIHS d'Amsterdam que Cornélissen rédigea ses mémoires en 1936-1937¹².

Le manuscrit (presque 500 pages) est intitulé *Lutte, joies et peines dans le mouvement socialiste ancien et les syndicats. Souvenirs personnels de Christian Cornélissen*¹³. Malgré leur titre, ces mémoires ne sont guère personnels, mais ils constituent surtout une source importante pour l'étude du mouvement ouvrier hollandais et du syndicalisme international. Plus d'un passage de ce manuscrit mériterait de retenir l'attention des chercheurs français.

Les liens de Cornélissen avec le mouvement ouvrier français, qui remontaient à 1891, allaient devenir plus intenses après son arrivée à Paris en 1898. Il reprit contact avec Faure et Pelloutier, avec Métin, Pouget et Grave. Mais c'est dans le milieu des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI) qu'il allait trouver des amis fidèles comme Marc Pierrot et Mary Goldsmith, rencontrés au Congrès de Londres en 1896¹⁴. Marc Pierrot, son ami et camarade de lutte, allait également devenir son médecin, tout comme il était celui de leur ami commun Pelloutier.

La correspondance échangée avec Domela Nieuwenhuis

montre clairement le rôle central joué par Cornélissen – au sein du groupe des ESRI – dans la préparation du congrès international antiparlementaire prévu pour l'été 1900 à Paris ¹⁵. Ce congrès, organisé pour faire pièce au congrès de la Seconde Internationale, fut interdit par les autorités françaises qui craignaient une invasion d'anarchistes étrangers. L'événement se limita à quelques conférences et à la publication des pièces de ce congrès avorté. Sept années passeront avant qu'une tentative similaire aboutisse avec le Congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907.

Tandis que, par crainte d'expulsion, ses activités organisatrices restaient toujours dans l'ombre, Cornélissen allait gagner en notoriété en tant que publiciste. Journaliste chevronné, il avait l'avantage de connaître, en plus du néerlandais et du français, l'allemand et l'anglais. La CGT en a largement profité, l'utilisant comme collaborateur à *la Voix du peuple* comme à *la Bataille syndicaliste*, pour laquelle il tenait la rubrique des informations étrangères.

Il servit d'interprète à de nombreuses reprises, comme durant la visite du dirigeant syndical américain Gompers en 1906, ou à l'occasion du voyage d'une délégation de la CGT à Berlin en 1911 ¹⁶. De Berlin, l'informateur de la Sûreté désignait également Cornélissen sous le nom de « Rupert », nom de plume emprunté à sa femme Lilian Rupertus, sous lequel Cornélissen écrivait dans *la Bataille syndicaliste*. À Paris également, le militant hollandais était répertorié dans le carnet B ¹⁷. Lorsqu'il demanda sa naturalisation, fortement soutenu dans ses efforts par son ami Métin, devenu ministre, la Sûreté bloqua le décret. Cela n'empêcha pas Cornélissen de rester francophile avant la guerre et jusqu'au-boutiste ensuite ¹⁸.

Chez Cornélissen et maints autres anarchistes, c'est bien avant 1914 qu'on peut constater une perméabilité aux thèmes nationalistes. Tout en restant dans la tradition fédéraliste de Proudhon, Cornélissen avait été très activement impliqué dans la résistance armée des Géorgiens contre le gouvernement tsariste, en 1905. Depuis 1899, il avait pour beau-frère Varlaam Tcherkesov, anarchiste, prince géorgien et ami intime

de Kropotkine. Stimulé par lui, Cornélissen servit la cause géorgienne en devenant propriétaire en titre d'un bateau hollandais, le *Sirius*, chargé de plusieurs milliers de fusils et de presque deux millions de cartouches, destinés au Caucase. L'argent venait des Caucasiens, des Finnois et de l'ambassade du Japon à Paris. En tant que correspondant hollandais, Cornélissen écrivait sur l'affaire, laissant dans l'ombre certaines de ses activités ainsi que la provenance des fonds¹⁹.

La situation « d'exilé volontaire » de Cornélissen (selon le mot de Charles Andler) devient claire en examinant ses articles dans *le Mouvement socialiste* de Hubert Lagardelle. Fin 1899 – dans la rubrique « Correspondance » – il réagit aux deux articles sur le « Socialisme en Hollande » du social-démocrate Vliegen, collaborateur de la revue²⁰. Cornélissen défend les positions des syndicalistes du NAS, des communistes anarchistes et des socialistes révolutionnaires contre les sociaux-démocrates du SDAP.

En 1904, par contre, à l'occasion de l'enquête internationale lancée par la revue d'Hubert Lagardelle sur « la grève générale et le socialisme », l'auteur de *En marche vers la société nouvelle* peut témoigner de ses convictions syndicalistes révolutionnaires en tant que représentant des « socialistes révolutionnaires » hollandais²¹. Ces derniers ne formaient qu'une mouvance en dépit des tentatives de Cornélissen de constituer une organisation stable. Mais, en juillet 1905, sous la rubrique « Les organisations socialistes » de la même revue, il évoquera la Fédération communiste libertaire des Pays-Bas, fondée à Pâques 1905 à Amsterdam²², qui prépara le Congrès anarchiste international de 1907 tenu dans la même ville.

C'est un autre Cornélissen que l'on trouve dans *le Mouvement socialiste* du 15 mars 1906. À la suite d'articles de Griffuelhes (« Les grèves et le syndicalisme français ») et de Sorel (« La grève générale prolétarienne » dans la série « Réflexions sur la violence »), figure un article de Cornélissen intitulé « Exode rural et taux des salaires »²³. Cette contribution nous révèle l'économiste. Et si Cornélissen est encore cité en France de nos jours, c'est en tant que théoricien économiste. Grâce au manuel de Raymond Barre, les étudiants en économie le connaissent

comme l'inventeur d'une théorie inductive du salaire ²⁴. En 1898, une ambition scientifique avait poussé Cornélissen à fréquenter les bibliothèques parisiennes. Le désir de réfuter la théorie de la valeur des économistes antérieurs, et surtout celle de Karl Marx, le gourou des sociaux-démocrates allemands qu'il détestait tellement, était à la base de ce projet. C'est à la Bibliothèque nationale que Sorel et Cornélissen, ces deux « révisionnistes de gauche », se retrouvaient très régulièrement. Leurs rencontres permirent à Cornélissen d'être l'intermédiaire entre Sorel et Pelloutier, vers la fin de la vie de ce dernier.

À la BN et au Musée social ²⁵, Cornélissen travaillait les après-midis à ses recherches économiques qui aboutirent en 1903 à la publication de sa *Théorie de la valeur. Réfutation des théories de Rodbertus, de Karl Marx et de Stanley Jevons*. Le nom de l'auteur hollandais – Christiaan Cornelissen – avait été, comme d'habitude, francisé en « Christian Cornélissen ». Le livre fut le premier volume d'une nouvelle série de la Librairie C. Reinwald- Schleicher Frères et Cie, éditeurs à Paris. Dans cette série, la *Théorie de la valeur* allait être suivie par les *Lettres historiques* de Pierre Lavrov, *Champs, Usines et Ateliers* de Kropotkine, ami de Cornélissen, et par *Ferdinand Lasalle*, une biographie écrite par Edouard Bernstein. En 1902, l'*Histoire des Bourses du travail* de Pelloutier était parue chez le même éditeur, avec une préface de Sorel.

Après la *Théorie de la valeur*, Cornélissen rédigea en 1908 une *Théorie du salaire et du travail salarié*, parue chez Giard et Brière à Paris, dans la « Bibliothèque internationale d'économie politique » publiée sous la direction d'Alfred Bonnet. Les deux premiers tomes de l'œuvre économique de Cornélissen furent favorablement accueillis. En 1910, il publia au Mercure de France une version populaire de la *Théorie du salaire*, dans la collection « Les hommes et les idées », série dans laquelle avait aussi paru la *Question d'Homère* de son ami l'ethnologue Arnold van Gennep. Une deuxième édition de la *Théorie de la valeur*, profondément revue, paraîtra en 1913 ²⁶.

À cette même époque, Cornélissen se fit connaître en Allemagne par ses articles sur le syndicalisme dans l'*Archiv für*

Sozialwissenschaft und Sozialpolitik de Sombart et Weber ²⁷. Robert Michels, cet autre grand « révisionniste de gauche », qui était correspondant de Cornélissen ²⁸ et l'appréciait beaucoup en tant qu'économiste et sociologue, l'avait introduit dans les milieux allemands.

À cinquante ans, Cornélissen avait fait preuve – tant comme théoricien que comme militant et organisateur – d'une intelligence et d'une énergie remarquables et remarquées. Mais, après le début de la guerre de 1914, cette énergie s'investira dans la propagande anti-allemande. Par la suite, il s'occupa surtout des conflits et des scissions au sein du mouvement ouvrier. Après ces années de stagnation sur le plan théorique, Cornélissen, qui resta sympathisant du syndicalisme révolutionnaire toute sa vie – mais toutefois sans espoir de vivre l'avènement de la « société nouvelle » – fit sa réapparition sur la scène scientifique.

En 1926, parut (en deux volumes) le tome III du *Traité général de science économique* ²⁹. Dans cette *Théorie du capital et du profit* de 1100 pages, Cornélissen applique de nouveau sa théorie de la valeur et la méthode inductive, cette fois au capital et au profit. En 1930, toujours chez Giard, parut le tome IV : *Théorie de la rente foncière et du prix des terres*. Le tome II, *Théorie du salaire et du travail salarié*, connut une deuxième édition revue en 1933 ³⁰. Dans le domaine germanophone, c'est le sociologue et ami de Michels, Gottfried Salomon, introducteur également de Pareto et de Sorel en Allemagne, qui s'occupa de la traduction du *Salaire* de 1908, paru sous le titre *Der Lohn* en 1926 ³¹. La même année, Cornélissen publia un article sur le développement du syndicalisme révolutionnaire dans le *Forschungen zur Völkerpsychologie und Soziologie* sous le titre « Theoretische und ökonomische Grundlagen des Syndikalismus » ³². Dans cet article, il réfute l'idée que le syndicalisme soit la création des intellectuels, tels Sorel, Lagardelle, Berth ou Labriola. Cornélissen maintient que le syndicalisme des intellectuels est un courant littéraire, qui accompagne le mouvement ouvrier.

Gottfried Salomon restait en contact avec Cornélissen et essayait de trouver un éditeur pour la traduction du *Traité général*, mais la crise de 1929 l'en empêcha ³³. Cependant, en tant

que président du comité directeur des Cours universitaires de Davos (Davoser Hochschulkurse), il favorisa la participation de Cornéliissen au séminaire de 1928³⁴. Pour Cornéliissen, autodidacte de soixante-quatre ans, c'était une grande satisfaction de donner des conférences aux côtés de savants tels que Lucien Lévy-Bruhl, Jean Piaget, Albert Thibaudet, Paul Tillich, Robert Michels et Gottfried Salomon. Les cours furent ouverts par Albert Einstein, qui avait été sévèrement fustigé par Cornéliissen en 1923 dans une brochure intitulée *les Hallucinations des einsteiniens ou les erreurs de méthode chez les physiciens-mathématiciens*³⁵.

Cette brochure de 89 pages, une apologie de la méthode inductive en opposition à la métaphysique, peut être considérée comme l'introduction à la dernière partie de l'œuvre de Cornéliissen, celle des réflexions philosophiques. En 1929, le manuscrit du *Traité général* était terminé, mais Cornéliissen ne s'imaginait pas qu'il allait mourir avant la parution du tome V : *Théorie de l'intérêt et de l'activité des Bourses*. Le livre parut en 1944 par les soins de son principal disciple, Achille Dauphin-Meunier, et de sa propre femme Lilian Rupertus³⁶. En 1929, croyant la rédaction de son œuvre économique achevée, Cornéliissen commença à écrire ses *Méditations sociologiques*³⁷. Le texte, d'environ 400 pages, est un testament intellectuel, malheureusement jamais publié, tout comme ses mémoires de 1936-1937.

Des fragments de ces deux œuvres inédites sont incorporés dans son avant-dernier livre en français, *les Générations nouvelles. Essai d'une éthique moderne* (1935). Après le *Salair* de 1908, le *Mercure de France* était de nouveau son éditeur. Cornéliissen avait eu l'intention de finir le travail sur l'éthique de son ami Kropotkine. Comme lui, il se fonda sur Guyau, mais essaya de débarrasser la morale de toute métaphysique. Dans ce dernier livre paru en français de son vivant, il se rapprocha alors de Sorel et même de Comte.

Ainsi, au cours des vingt dernières années de sa vie – il mourut en 1943 –, Cornéliissen était devenu un intellectuel pur (ce qu'il reprochait à Sorel), estimé par ses collègues, par des pla-

nistes de la CGT, et vénéré même dans les milieux syndicalistes et anarchistes de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire de Berlin, l'AIT, et surtout en Espagne où fut publiée encore en 1933 une version espagnole actualisée de *En marche vers la société nouvelle*³⁸. Il n'a pas vu ni vécu cette société, mais sa vie, et ce qu'il a observé parmi les militants et les savants, mérite encore attention.

Homme Wedman

1. Christian Cornéliissen : *les Dessous économiques de la guerre. Les appétits allemands et les devoirs de l'Europe occidentale*, préf. de Charles Andler, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1915, p. 3.
2. Le *Bulletin international du mouvement syndicaliste* parut du 8 septembre 1907 au 26 juillet 1914 (336 numéros, en quatre éditions : française, anglaise, allemande et hollandaise). Le *Bulletin* était rédigé à la main par M^{me} Cornéliissen-Rupertus et reproduit ensuite par cyclostyle. Des séries françaises, nulle part complètes, sont conservées à la Bibliothèque nationale, au Musée social, à l'Institut français d'histoire sociale, à l'Institut d'histoire sociale, et à l'Institut international d'histoire sociale (IIHS) d'Amsterdam.
3. Sur la vie de Cornéliissen jusqu'en 1898, cf. Bert Altena et Homme Wedman, *Tussen anarchisme en sociaal-democratie, « Het Revolutionaire Kommunisme » van Christiaan Cornelissen*, Bergen, Anarchistische Uitgaven, 1985, 68 p.
4. IIHS-Amsterdam. Archives F. Domela Nieuwenhuis. Correspondance Cornéliissen-FDN. Lettre non datée.
5. *Ibid.*
6. Éditée par Liebers en 1892.
7. Clemens, *Kritiek van een Radicaal op Karl Marx*, La Haye, Liebers, 1891.
8. Cf. la brochure de Christian Cornéliissen : *les Diverses Tendances du Parti ouvrier international. À propos de l'ordre du jour du Congrès international ouvrier socialiste de Zurich (1893)*, Bruxelles, édition de La Société nouvelle, 1893, 23 p.
9. À La Société nouvelle de Bruxelles, 1896, 53 p., sous le nom de « Chrétien Cornéliissen ». Pour la version hollandaise : Christiaan Cornelissen, *Het Revolutionaire Kommunisme...*, Amsterdam, Oudkerk, 1897, réédité sous le titre *Revolutionair Kommunistisch Manifest* chez Boer, Amsterdam, 1905. Réimp. fotogr. dans B. Altena et H. Wedman, *Tussen Anarchisme...*, op. cit. En 1992, une partie des papiers personnels de Cornéliissen a été retrouvée par l'auteur. Cette collection Cornéliissen-Chichery, déposée à l'IIHS, contient des lettres intéressantes de Bernard Lazare et de Fernand Pelloutier sur le Congrès de Londres et les origines du communisme révolutionnaire.

10. Dans ses mémoires, Cornélissen ne dit rien de cette affaire. Cf. la correspondance de Cornélissen à Domela Nieuwenhuis (années 1898-1899) déposée à l'IIHS.
11. Christian Cornélissen : *En marche vers la société nouvelle. Principes, tendances, tactique de la lutte de classes*, Paris, Stock, 1900, coll. « Bibliothèque sociologique n° 29 », 321 p. Christiaan Cornelissen : *Op weg naar een nieuwe maatschappij, beginselen en tactiek van de klassenstrijd*, Amsterdam, Becht, 1902. (trad. portugaise en 1908, espagnole en 1909). Christiaan Cornelissen : *Directe actie-zelf doen*, Amersfoort, Wink, 1904.
12. Lettre de Cornélissen à la direction du NAS, 12 septembre 1937, archives du NAS, IIHS, Amsterdam.
13. *Srijd, lief en leed in de Oude Socialistische beweging en de Vakorganisatie. Persoonlijke herinneringen door Christiaan Cornelissen*. Manuscrit non publié, 493 p., 1937. Le manuscrit a connu une véritable odyssée. Il est maintenant en possession du Dr Arthur Lehning à Amsterdam. H. Wedman en prépare une édition pour l'IIHS, accompagnée d'une biographie de Cornélissen.
14. Cf. l'introduction biographique de Jacques Reclus dans Marc Pierrot : *Quelques études sociales*, Paris, 1970, pp. 1-20.
15. Cf. Archives nationales (Arch. nat.), carton F7/12494, et Archives de la Préfecture de Police du département de la Seine (P. Po), carton Ba 1498.
16. Cf. Arch. Nat. F7/13572, « Les Relations internationales », dossier d'août 1911.
17. Cf. son dossier dans Arch. nat. F7/13053 et 13572.
18. En juillet 1918, il publia encore une brochure de 16 pages : *les Conséquences économiques d'une paix allemande*.
19. Cornélissen, *Mémoires...*, *op. cit.*
20. Cf. les articles de Vliegen dans *le Mouvement socialiste*, n° 41, 1^{er} septembre 1900 et n° 42, 15 septembre 1900, et la réaction de Cornélissen dans le n° 48, 15 décembre 1900, pp. 751-755.
21. *Le Mouvement socialiste*, n° 137-138, 15 juin-15 juillet 1904, pp. 269-273.
22. Ch. Cornélissen, « L'évolution de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier hollandais », *le Mouvement socialiste*, n° 159, 15 juillet 1905, pp. 392-400.
23. *Le Mouvement socialiste*, n° 172, 15 mars 1906, pp. 294-306.
24. Raymond Barre : *Économie politique*, tome II, Paris, PUF, 1958 (2^e éd.), p. 131. Cf. également René Gonnard : *Histoire des doctrines économiques*, Paris, librairie Valois, 1930, p. 66 et p. 631.
25. Cornélissen fit cadeau de plusieurs de ses ouvrages au Musée social.
26. Chez Giard et Bière.
27. De 1910 à 1913, n° XXX-XXXVI, Tübingen. Cf. Christian Cornélissen, « L'Orientation du mouvement syndicaliste international », *Revue des idées*, 15 juin 1911.
28. Lettres de Cornélissen à Michels, dans le fonds Michels, Fondation Luigi Einaudi, Turin.

29. Chez Giard et Brière.
30. Chez Giard. Selon une communication de A. Dauphin-Meunier, disciple de Cornelissen, Giard et Brière et plus tard Giard connurent des difficultés à survivre, c'est probablement la cause de la non-parution du dernier tome du *Traité général* et des *Méditations sociologiques*.
31. Chez Meyer Verlag, Halberstadt.
32. Band II, 1926. « Partei und Klasse in Lebensprozess der Gesellschaft », pp. 63-81. Éd. par Hirschfeld, Leipzig.
33. Cf. la correspondance de Cornelissen à Salomon dans le fonds Salomon, IJHS, Amsterdam. Le fonds Salomon contient aussi la correspondance Michels-Salomon, avec des remarques intéressantes sur la sociologie française et sur Sorel.
34. Cf. *Davoser Hochschulkurse/Cours universitaires à Davos*, Davos, 1928.
35. À la Librairie scientifique Albert Blanchard, Paris, 1923.
36. Chez Didon et Durand, Paris, Imp. de F. Boisseau à Toulouse.
37. *Méditations sociologiques, Introduction à une sociologie générale*. Le manuscrit a été donné à l'auteur par J. Reclus, et peut être consulté à l'IJHS d'Amsterdam.
38. Christian Cornelissen, *El comunismo libertario y el régimen de transición*, trad. Eloy Muñiz, Biblioteca Orto, Valencia. Cornelissen collabora à la revue *Orto*.

BULLETIN INTERNATIONAL

Quatrième année

du Mouvement Syndicaliste

Hébdomadaire

ADRESSE Christian CORNELISSEN, Bourgo-la-Reine (Seine)

N° 233

Le Comité de la C. G. T. française. Le Bureau des Comités Syndicalistes (deux sections réunies) en date du vendredi 15 Mars à Paris a décidé d'envoyer ce journal qui doit se continuer à Paris, tel qu'il est, le 15 ou 22 septembre 1912.

Le p. j. français pour la transmission des lettres de France au Comité Central de la C. G. T. française, reconnaît - qu'à ce moment est venu d'adopter son siège dans le sein de la dernière des lettres de France conformément à la décision de la dernière Conférence des Bourses et Fédérations, délégués et fédérateurs au sein des Comités Syndicalistes, notamment à celle de Bourgo-la-Reine.

Doc. Musée social, Paris

Notes de lecture

Robert F. Barsky : *Noam Chomsky, une voix discordante*, Paris, Éditions Odile-Jacob, 1998, 296 p., 145 F.

Noam Chomsky est très certainement le linguiste vivant le plus connu ; mais il est aussi un des intellectuels américains d'extrême gauche les plus célèbres et les plus controversés. C'est bien évidemment ce second aspect qui nous intéressera ici. Ce premier essai biographique sur Chomsky est malheureusement loin d'être satisfaisant. Pour le dire crûment, on a du mal à comprendre comment un éditeur réputé sérieux a été amené à publier cet ouvrage en l'état alors que l'élégance de son style ne saute pas aux yeux – c'est le moins que l'on puisse dire –, et que sa traduction laisse souvent perplexe, sans parler de l'appareil critique inexistant... Un détail parmi d'autres : comment peut-on parler du POUM comme d'un improbable « Parti socialiste unifié marxiste », alors que chacun sait qu'il s'agit du Parti ouvrier d'unification marxiste!

Pourtant, malgré ses nombreux défauts, le livre apporte des éléments d'information, notamment grâce à un grand nombre d'extraits de lettres inédites de Chomsky à l'auteur. Cet intérêt documentaire concerne non seulement l'itinéraire de Chomsky mais aussi les milieux de la gauche radicale américaine qu'il a fréquentés. Ainsi toute la première partie sur sa famille et son rapport au judaïsme, ses lectures et les intellectuels qui l'influencent (Rudolf Rocker, George Orwell, Anton Pannekoek, Bertrand Russel, etc.), les groupes qu'il fréquente dans la gauche radicale et libertaire et dans les groupes sionistes de gauche (Avukah et

Hashomer Hatzair) méritent d'être lus attentivement malgré la lourdeur du style et la propension de l'auteur à enfoncer allégrement des portes ouvertes.

En effet, l'édition et la recherche françaises, si prolifiques sur l'histoire intellectuelle et l'histoire des intellectuels de l'Hexagone, sont extrêmement pauvres sur celle des pays étrangers, en particulier pour les États-Unis. Elles démontrent ainsi un provincialisme récurrent et privent le public français d'expériences étrangères souvent passionnantes. Dans le cas de la gauche américaine des années 40 et 50, il est fort possible que les débats qui l'ont agitée préfigurent pour une bonne part ce que l'on nous sert aujourd'hui comme une radicale nouveauté avec quelques décennies de retard. En dehors du milieu des linguistes, le nom de Chomsky est, pour le public français, presque toujours uniquement associé à la tristement célèbre « affaire Faurisson » et au texte publié en guise de préface du *Mémoire en défense...* de l'auteur négationniste. Son biographe, pourtant souvent excessivement laudateur, doit convenir que, dans ce cas, Chomsky a pu « manquer de discernement » avant de « s'étonner et regretter qu'il n'ait pas saisi l'affaire Faurisson comme l'occasion de se prononcer sur l'holocauste du peuple juif, au lieu de se contenter de déclarations convenues sur la folie humaine ». À lire cet essai biographique comme les textes politiques de Chomsky, on peut légitimement se demander si la limite de ses interventions dans ce domaine – pour ne pas parler de ses errements comme dans l'affaire Faurisson – ne provient pas de sa propension à vouloir mettre un signe rigoureusement égal entre des situations souvent dissemblables. David Rousset avait très justement soulevé le problème quand il écrivait, après avoir souligné que l'on ne pouvait « dénoncer le crime du stalinisme et garder le silence sur les tares de l'Occident » :

« Je ne déteste rien tant que le jeu de Ponce Pilate : la fausse équivalence par excellence, les hypocrites équivalences, ces Nègres des États du Sud qui pèsent le poids de Kolyma. Ignominie papalarde qui ne fut heureusement jamais nôtre. Mais sous ce prétexte de l'incommensurable différence, faut-il oublier les Nègres, négliger le sanatorium de Cuellar et se taire sur les tortures d'Alger? »

En lisant Chomsky, l'on gardera toujours à l'esprit ces remarques, tant sur la « fausse équivalence » que sur « l'incommensurable différence », la lucidité devant se trouver quelque part dans une tension constante et douloureuse entre ces deux écueils.

C. J.

Marouck Victor : *Juin 1948*, Paris, Spartacus, 1998, 118 p., 75 F.

Il est original d'évoquer juin 1848 à travers un texte de 1880, très informé et très socialiste. J'ai l'impression que les éditeurs se sont tellement effacés derrière le texte (publié sous la censure de la III^e République) que ses défauts en sont accrus. Quelle est sa valeur par rapport à l'historiographie actuelle? Pourquoi ne pas mettre quelques notes de vocabulaire pour certains mots? Comment accepter la présentation des « bourgeois », apparemment parfois assez libérées, opposées aux « rouges », comme étant des « prostituées »?

Les éditeurs soulignent que le texte est obscur sur le « droit au capital ». Pourquoi ne pas avoir expliqué que c'est une vision sociale parfaitement adaptée à la gestion passée et actuelle du libéralisme. La présentation des éditions Spartacus, dix ans après la mort de leur fondateur René Lefevure, me semble trop triomphaliste.

Il me semble plus honnête de reconnaître que René Lefevure, maçon puis correcteur, a consacré la majeure partie de sa vie et de ses revenus à éditer à plusieurs milliers d'exemplaires des ouvrages importants de la pensée socialiste critique, majoritairement anti-léniniste, parfois libertaire. Il a su les entreposer dans sa maison de campagne, pour les ressortir par la suite avec une nouvelle couverture, voire en les reliant ensemble. Près de la moitié du fonds actuel provient de cette prévoyance, unique à ma connaissance.

F. M.

ANNONCES

Le n° 4 a été présenté par les publications suivantes :

Le Monde diplomatique d'avril 1999.

L'École émancipée de février 1999, Colette Mallet, Le Stang, 29710 Plogastel-Saint-Germain.

Sindacalismo di Base, n° 7, Cosimo Scarinzi, via Piazza 15, 10129 Turin, Italie.

Nous recommandons à nos lecteurs
le livre de notre collaboratrice Claire Auzias

Les Poètes de grand chemin.

Voyage avec les Roms des Balkans

Éditions Michalon, 380 p., 110 F

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie Expressions

Paris-XI^e en avril 1999

Ouvrages disponibles au Service librairie de la CNT
de la région parisienne, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris :

L'Éthique du syndicalisme, par Pierre Besnard, 50 F.

Communisme libertaire, «Concepto confederal del comunismo libertario». *Motion adoptée à Saragosse lors du VI^e Congrès de la Confédération nationale du travail d'Espagne au mois de mai 1936*, 25 F.

Chronique passionnée de la colonne de Fer, par Abel Paz, 70 F.

La Confédération générale du travail, suivi par *le Parti du Travail*, d'Émile Pouget, Éditions CNT de la région parisienne, 60 F.

La Collectivité de Calanda 1936-1938, la révolution sociale dans un village aragonais, le témoignage de Miguel Celma, Collectif Equipo juvenil confederal, 50 F.

L'Organisation révolutionnaire internationale du prolétariat, par Eduardo Columbo, Brochure syndicaliste n° 4, 20 F.

Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire, par Gaston Leval, Brochure syndicaliste n° 5, 20 F.



CERTAINS avancent l'idée que l'apogée de l'anarchosyndicalisme correspond à la période pendant laquelle la main-d'œuvre, en France, en Espagne et en Italie, n'était pas encore elle-même organisée en un front uni, avec la conscience de son propre pouvoir de changement, et que les syndicats de ces pays ont recouru à la théorie et à la pratique de la violence prônée par les anarchistes en raison de la grande faiblesse et du désespoir des travailleurs. Si l'histoire peut se répéter, il ne serait guère prudent de se reposer sur ses lauriers.

Clara Foucault-Mohamed
(extrait du « Règne des anarchosyndicalistes »,
Éducation ouvrière, n° 3, revue du BIT,
Genève, 1978)